



LE MAGAZINE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET INTRA-OCI

DOSSIER

# L'IMPORTANCE DU SECTEUR DE LA SANTÉ DANS LE MONDE ET DANS LES PAYS DE L'OCI

P.8



P.16

INTERVIEW

## DR. IBRAHIMA SY

Ministre de la Santé et de l'Action sociale du Sénégal

« l'importance des investissements  
dans la santé comme levier de croissance  
économique des États membres de l'OCI »

LE 5<sup>ème</sup> SALON DE LA SANTÉ  
DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI  
AU SÉNÉGAL

P.14

LE SÉNÉGAL, NOUVELLE DESTINATION  
DE RÉFÉRENCE POUR LE TOURISME  
MÉDICAL EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

P.22

L'ÉGYPTE ET L'ARABIE SAOUDITE  
SIGNENT UN ACCORD SUR LA  
PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

P.40

ISSN : 2230-1933





**Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C),** dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

#### **Il a pour objectifs de :**

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

#### **L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :**

##### **PROMOTION COMMERCIALE**

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

##### **INFORMATION COMMERCIALE**

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

##### **PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

##### **ÉTUDES ET RECHERCHES**

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

##### **FORMATION**

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

##### **NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES**

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .



## Investir dans la santé : Un impératif stratégique

Face aux perturbations des chaînes d'approvisionnements mondiales post-COVID 19, les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) se trouvent confrontés à des défis majeurs de sécurité sanitaire que ce soit en termes d'accès aux soins et aux investissements directs étrangers pour la production pharmaceutique locale, le financement des infrastructures, l'innovation technologique ou encore de renforcement des capacités du personnel médical. Tant d'interrogations qui nécessitent une vision stratégique mais surtout des investissements ciblés sectoriels.

C'est pourquoi nous avons consacré cette édition de notre magazine au commerce et à l'investissement dans le secteur de la santé. Celle-ci est à juste titre au cœur de nos préoccupations car elle influence directement la prospérité de nos nations et la résilience de nos économies.

Traditionnellement perçue comme un domaine distinct, la santé est désormais identifiée comme un pilier majeur de l'expansion économique. L'établissement d'un secteur pharmaceutique national, l'organisation des chaînes d'approvisionnement pour les équipements médicaux, la croissance de la télémédecine et la digitalisation des services médicaux présentent de grandes perspectives économiques. L'investissement dans ces secteurs ne favorise pas uniquement l'amélioration de l'accès aux soins, il contribue également à la génération d'emplois, à la diminution des disparités et au renforcement de l'indépendance sanitaire de nos pays membres de l'OCI.

De plus, la récente crise de santé à l'échelle mondiale a mis en évidence l'importance d'améliorer l'infrastructure du système de santé et de promouvoir la collaboration régionale pour gérer les situations d'urgence et éviter les crises à venir et de rendre les pays agiles. Ainsi, les pays de l'OCI ont développé des stratégies de développement de partenariat public privé pour investir dans des projets structurants dans le domaine de l'industrie de la santé en décentralisant certaines spécialités dans les régions de certains États.

Dans le domaine de la promotion du commerce et la facilitation des investissements, le CIDC organise la 5<sup>ème</sup> édition du Salon de l'OCI de la santé (OIC Health Expo) à Dakar, Sénégal du 15 au 19 avril 2025 en collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, le Ministère du Commerce, le CICES et la BADEA afin de développer le partenariat entre les pays de l'OCI dans ce secteur. En effet, cet événement se veut d'être un carrefour d'interaction privilégié entre les intervenants des domaines public et privé, dans le but de stimuler les synergies entre gouvernements, sociétés, investisseurs et organisations internationales afin d'insuffler une dynamique nouvelle et mieux adaptée aux réalités de nos pays.

Avec cette édition, nous souhaitons également mettre en lumière les initiatives qui transforment le paysage de la santé dans nos pays et encourager les discussions sur les stratégies nécessaires pour accélérer les investissements et renforcer les partenariats. C'est une mission qui nous tient à cœur, car nous sommes fermement convaincus que la santé ne doit pas être considérée comme une donnée budgétaire, mais comme un investissement à long terme qui favorise la prospérité et la stabilité.

A l'occasion de cette cinquième édition de l'OIC Health Expo avec comme pays d'honneur le Royaume du Maroc et invité spécial le Royaume d'Arabie Saoudite, sous le thème : La santé, vecteur de développement économique des pays de l'OCI, Nous tenons à réaffirmer notre détermination à promouvoir une discussion constructive entre les intervenants du domaine et à participer, selon nos capacités, à l'apparition de solutions tangibles afin d'établir des systèmes de santé plus performants et plus accessibles.

La capacité à innover, collaborer et investir de manière durable déterminera l'avenir des soins de santé dans nos nations. Saisissons ensemble cette opportunité. Ne ratez pas cette occasion et bienvenue à Dakar ! ■

# SOMMAIRE

N°181, JANVIER - MARS 2025

## ACTUALITÉ DE L'OCI

- 03 Le Secrétariat général de l'OCI se félicite de la réintégration de toutes les institutions de l'État syrien
- 03 L'OCI commémore la Journée internationale de la femme
- 04 L'OCI à la 29<sup>ème</sup> Édition du FESPACO
- 04 L'OCI participe au Festival international Navruz de la Jeunesse Mondiale à Douchanbé, Tadjikistan

## ACTUALITÉS DU CIDC

- 05 Webinaire sur le rôle du Système des Préférences Commerciales de l'OCI (SPC-OCI) dans le renforcement de l'intégration économique au profit des États membres du Groupe Africain de l'OCI
- 06 Forum de Dialogue Politique des API Africaines et Asiatiques de l'OCI
- 07 Conférence Annuelle de l'APIGA

## DOSSIER SANTÉ

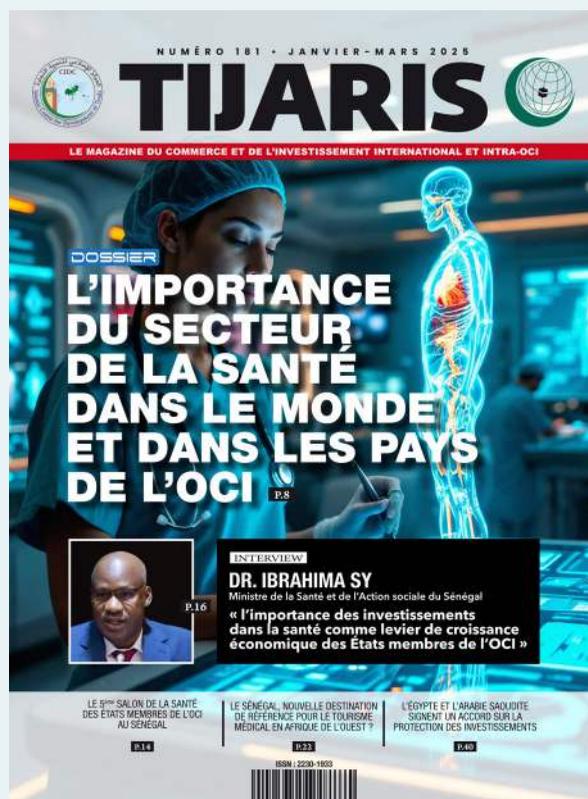
- 08 L'importance du secteur de la santé dans le monde et dans les pays de l'OCI.
- 14 Le 5<sup>ème</sup> Salon de la santé des États Membres de l'OCI au Sénégal
- 16 Interview de SEM le Ministre de la Santé et de l'Action sociale du Sénégal, Dr Ibrahima Sy
- 20 Interview de M Justin Correa, Directeur Général du CICES Sénégal
- 22 Le Sénégal, nouvelle destination de référence pour le tourisme médical en Afrique de l'Ouest ?
- 24 Ada Voyages, Partenaire essentiel du Tourisme Médical au Sénégal
- 26 Focus sur la réforme des soins de santé dans le CCG

## TOURISME HALAL

- 30 Les complexes balnéaires halal de Turquie : un modèle pour le monde musulman

## AGENDA DE L'OCI ET DU CIDC

- 41 Évènements à venir



## BRÈVES PAYS

- 34 Brunei enregistre sa plus forte croissance sous fond de diversification économique
- 35 Forte progression des échanges commerciaux entre la Jordanie et la GAFTA
- 36 L'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan signent un accord fondateur pour le corridor énergétique vert
- 37 Bahreïn : Une Économie Performante Prête à Tirer Parti de son ALE avec les États-Unis
- 38 Le Pakistan et les Emirats Arabes Unis s'allient pour moderniser l'infrastructure ferroviaire pakistanaise
- 39 L'accord de libre-échange entre l'Iran et l'Eurasie entrera en vigueur dans 60 jours.
- 40 L'Égypte et l'Arabie saoudite signent un accord sur la protection des investissements

# TIJARIS

ÉDITÉ PAR LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE

ISSN : 2230-1933

Directrice de la publication : Mme Latifa EL Bouabdellaoui • Comité éditorial : Mme Latifa El Bouabdellaoui, M Mamoudou Bocar Sall, Mme Kadiatou Diallo, M Ismael Taqui, M Charif El Hamraoui • Maquette et mise en page : Samir Tebiche • Réalisation : Afrique Challenge • Éditions éditeur : Centre Islamique pour le Développement du Commerce • Tour des Habous 11/12<sup>ème</sup> étage 20000 Casablanca-Maroc. • Mail: [icdt@icdt-oic.org](mailto:icdt@icdt-oic.org) - [www.icdt-cidc.org](http://www.icdt-cidc.org)

## Le Secrétariat général de l'OCI se félicite de la réintégration de toutes les institutions de l'État syrien

Cette décision fait suite à la signature d'un accord entre le Président Ahmad Al-Sharaa, Président de la République arabe syrienne et M. Mazloum Abdi, commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS) le 10 mars dernier. A cette occasion, le Secrétariat général de l'OCI a salué cette initiative visant à préserver l'unité et la souveraineté de la Syrie et à répondre aux aspirations de tout le peuple syrien. ■



## L'OCI commémore la Journée internationale de la femme



Le 8 mars dernier, l'OCI s'est joint à la communauté internationale pour commémorer la Journée internationale de la femme. A cette occasion, S.E. Hissein Brahim Taha, Secrétaire général de l'OCI, a souligné la nécessité d'accélé-

rer le processus d'autonomisation des femmes pour réaliser des progrès durables dans la région OCI. Son Excellence a aussi indiqué que l'OCI reste fidèle à sa mission de promouvoir l'égalité des sexes, conformément aux principes islamiques, et de veiller à ce que les femmes soient les principaux moteurs du développement, de la paix et de la prospérité.

A ce propos, il est à noter que l'autonomisation des femmes est une pierre angulaire de la Charte de l'OCI, du programme d'action OCI-2025 et OCI- 2035, ainsi que du plan d'action de l'OCI pour la promotion de la femme (OPAAW). La création de l'Organisation de développement des femmes de l'OCI (WDO) au Caire en 2021 est un gage de la volonté du Secrétariat général de faire avancer les causes liées aux femmes et à favoriser leur participation active dans la sphère économique, politique et sociale des Pays de l'OCI. ■

## L'OCI à la 29<sup>ème</sup> Édition du FESPACO



Sur invitation des Autorités du Burkina Faso, le Secrétaire Général de l'OCI, SE Monsieur Hissein Brahim TAHA, a été représenté par son Envoyé Spécial pour l'Afrique, SE M Nassirou Bako-Arifari à la 29<sup>ème</sup> édi-

tion du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO), organisée du 22 février au 1<sup>er</sup> Mars 2025 sous le haut patronage du Président du Faso, SE Capitaine Ibrahim TRAORE et de SE Maréchal Mahamat DEBY ITNO, Président de la République du Tchad, Invité d'honneur. A cette occasion, 1351 films en provenance de 48 pays étaient en compétition et les Pays de l'OCI étaient fortement représentés.

En marge du Festival, SE M Nassirou Bako-Arifari a rencontré le Ministre des Affaires Etrangères du Burkina Faso, SE M Karamoko Jean-Marie Traoré pour lui transmettre le message de fraternité et de félicitations du Secrétaire Général de l'OCI au Président du Faso SE Capitaine Ibrahim Traoré pour le succès du FESPACO, tenu cette année sous le thème « Cinéma d'Afrique et identités culturelles ». ■

## L'OCI participe au Festival international Navruz de la Jeunesse Mondiale à Douchanbé, Tadjikistan



Sur invitation de Son Excellence le Gulahmadzoda Zulfqor Ahmad, Président du Comité des Affaires de la Jeunesse et des Sports du Gouvernement de la République du Tadjikistan, Dr Boubakari Maiga, Chef du département de la jeunesse et des sports a représenté le Secrétariat Général de l'OCI au Festival International Navruz de la Jeunesse Mondiale à Douchanbé, organisé du 15 au 21 mars 2025. Ont aussi pris part au Festival les Autorités concernées en Ouzbékistan, les

jeunes délégués des États membres et non membres de l'OCI ainsi que les représentants des organisations internationales et agences concernées de l'ONU.

A cette occasion, Dr Maiga a dans son discours d'ouverture transmis le message de du Secrétaire Général de l'OCI saluant le rôle clé du Tadjikistan dans le soutien des efforts de l'OCI et de la communauté internationale pour atteindre leurs buts et objectifs dans les domaines de l'amélioration de la participation des jeunes aux niveaux local, national et international. Il a aussi indiqué que l'OCI à travers son Programme d'Action 2025 et les résolutions adoptées par le Sommet Islamique, le CMAE et la Conférence Islamique des Ministres de la Jeunesse et des Sports, accorde une grande importance à l'autonomisation des jeunes et au renforcement de leurs capacités.

En marge du Festival, le Dr Maiga a rencontré le président du comité des affaires de la jeunesse et des sports du gouvernement de la République du Tadjikistan et autres chefs de délégations présents pour discuter des voies et moyens de renforcer la coopération et le partenariat au profit des jeunes des Pays de l'OCI. ■

# Webinaire sur le rôle du Système des Préférences Commerciales de l'OCI (SPC-OCI) dans le renforcement de l'intégration économique au profit des Etats membres du Groupe Africain de l'OCI

CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DE LA 42E SESSION DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (COMCEC), TENUE EN NOVEMBRE 2024 À ISTANBUL, LE CIDC A ORGANISÉ AVEC LE BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC, UN WEBINAIRE SUR LE RÔLE DU SYSTÈME DES PRÉFÉRENCES COMMERCIALES DE L'OCI (SPC-OCI) DANS LE RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AU PROFIT DES ETATS MEMBRES DU GROUPE AFRICAIN DE L'OCI, LE 19 FÉVRIER 2025.

L'objectif de ce webinaire était de sensibiliser les Pays de l'OCI appartenant aux groupements régionaux tels que la CEMAC, la CEDEAO, le COMESA et la SADC sur l'importance d'adhérer au SPC-OCI et de présenter aux participants les aspects suivants :

- Les dispositions juridiques dudit système ainsi que les modalités pratiques de sa mise en œuvre ;
- Les exigences juridiques de ce système au regard des engagements dans le cadre des Communautés Economiques Régionales (CERs) ;
- L'expérience de la République de Türkiye en matière de la mise en œuvre dudit système.

A cette occasion, les discussions ont porté sur ce qui suit :

- L'importance de l'adhésion des pays du groupe africain de l'OCI à ce système afin de leur permettre d'accéder au statut de membre à part entière au Comité des Négociations et non seulement en tant qu'observateur.
- Les engagements des pays membres du groupe africain de l'OCI, au niveau des CERs, ne constituent pas une entrave juridique explicite à l'adhésion au SPC-OCI.
- Les pays des CERs, pourraient mener une réflexion, en interne, pour mieux gérer l'adhésion des pays de l'OCI membres des CERs,



d'une façon individuelle au SPC-OCI.

- L'importance de mieux tirer profit du traitement favorable et différencié accordé aux PMA, en vertu des textes du SPC-OCI, dans le cadre du processus d'adhésion à ce système.
- La disposition du Secrétariat du SPC-OCI (CIDC et BCC), à assister les pays du groupe africain dans le processus de l'établissement des listes des concessions tarifaires, y compris les études d'impact de l'adhésion. Le Secrétariat sollicitera la contribution d'autres partenaires comme la BID, la CNUCED et l'OMC.
- Les pays sont invités à formuler leurs demandes d'assistance technique, pour examen de la part du CIDC et le BCC.
- L'organisation d'ateliers phy-

siques à Casablanca ou aux sièges de la CEDEAO et la CEMAC au profit des pays de ces deux groupements, en vue d'examiner en détail les aspects techniques de l'adhésion au SPC-OCI.

Ont pris part à la rencontre les représentants du Bénin, du Burkina-Faso, du Tchad, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Togo, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Turquie et ceux des Ministères en charge du Commerce et les Administrations des Douanes, en plus des représentants de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). ■



## Forum de Dialogue Politique des API Africaines et Asiatiques de l'OCI

LE CIDC ET LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID) ONT ORGANISÉ DU 20 AU 21 FÉVRIER 2025, LE 2<sup>e</sup> FORUM DE DIALOGUE POLITIQUE DES AGENCES DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (API) DES PAYS AFRICAINS ET ASIATIQUES DE L'OCI. CET ÉVÉNEMENT A OFFERT AUX PARTICIPANTS UNE PLATEFORME D'ÉCHANGE SUR LES MEILLEURES STRATÉGIES POUR ATTIRER LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE) ET RELEVER LES DÉFIS ÉCONOMIQUES ACTUELS. IL A ÉGALEMENT JETÉ LES BASES DE LA CRÉATION DU RÉSEAU DES API DE L'OCI.

Ont pris part à ce Forum le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Gabon, la Gambie, la Mauritanie, la Malaisie, le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, l'Arabie saoudite, le Sénégal et la Turquie, de même que les représentants de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), de l'Association Mondiale des Agences de Promotion des Investissements (WAIPA) et du Forum économique mondial (WEF).

A cette occasion, les points à l'ordre du jour portaient sur :

- L'État des flux d'investissement et besoins institutionnels

- La présentation sur les tendances des IDE, le rôle des accords d'investissement et l'impact du numérique sur la facilitation des investissements

- Les Expériences nationales en promotion de l'investissement
- La proposition d'un cadre de création du Réseau des API de l'OCI

Parmi les recommandations du Forum, il y a lieu de noter ce qui suit:

- **Mise en réseau et échange d'informations** : Création d'une plateforme numérique pour partager les projets d'investissement.
- **Renforcement des capacités** : Formations et accompagnement

des API pour moderniser leurs services via la digitalisation.

- **Politiques et réformes** : Modernisation des codes d'investissement et facilitation des investissements.

- **Digitalisation et communication** : Développement d'outils numériques pour promouvoir les opportunités d'investissement.

- **Initiatives conjointes** : Organisation de forums d'investissement et coopération entre API sur des projets communs.

- **Réseau des APIs de l'OCI** : Les statuts seront élaborés par le CIDC, la BID en collaboration avec les APIs, la CNUCED, le WEF et la WAIPA. ■



## Conférence Annuelle de l'APIGA

SUR INVITATION DU FOND DE SOLIDARITÉ AFRICAINE (FSA), LE CENTRE A PRIS PART À LA CONFÉRENCE ANNUELLE 2025 DE L'APIGA ORGANISÉE LE 27 FÉVRIER 2025 À NIAMEY (NIGER) SOUS LE THÈME : « RÔLE DES INSTITUTIONS DE GARANTIE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZLECAF ». CETTE RENCONTRE AVAIT POUR OBJECTIF D'EXAMINER LE RÔLE DES INSTITUTIONS DE GARANTIE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF).

A cette occasion, les échanges ont porté sur trois axes majeurs à savoir :

- Les mécanismes offerts par les institutions de garantie pour la réduction des risques liés aux investissements productifs et à la réalisation des infrastructures dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAF ;
- Rôle et instruments offerts par les institutions de garantie dans la facilitation des transactions commerciales internationales intra-africaines ;

- Instruments offerts par les institutions de garantie pour soutenir les PME (transformatrices et commerçantes) dans la mise en œuvre de la ZLECAF.

Les travaux de la Conférence ont abouti à l'adoption de la déclaration de Niamey 2025.

Bien que le CIDC ne soit pas directement impliqué dans les mécanismes de garantie, sa présence à cette rencontre était primordiale car l'OCI compte parmi ses membres 27 Pays africains. Cette

forte représentation africaine au sein de l'OCI positionne le CIDC comme un partenaire stratégique pour le développement du commerce intra-africain et de l'intégration économique continentale.

A noter que l'Association Professionnelle des Institutions de Garantie d'Afrique (APIGA) regroupe 19 institutions membres issues de 13 pays africains, ayant pour mission de renforcer le rôle des institutions de garantie dans le développement économique et l'inclusion financière en Afrique. ■

DOSSIER

Santé



## L'importance du secteur de la santé dans le monde et dans les pays de l'OCI

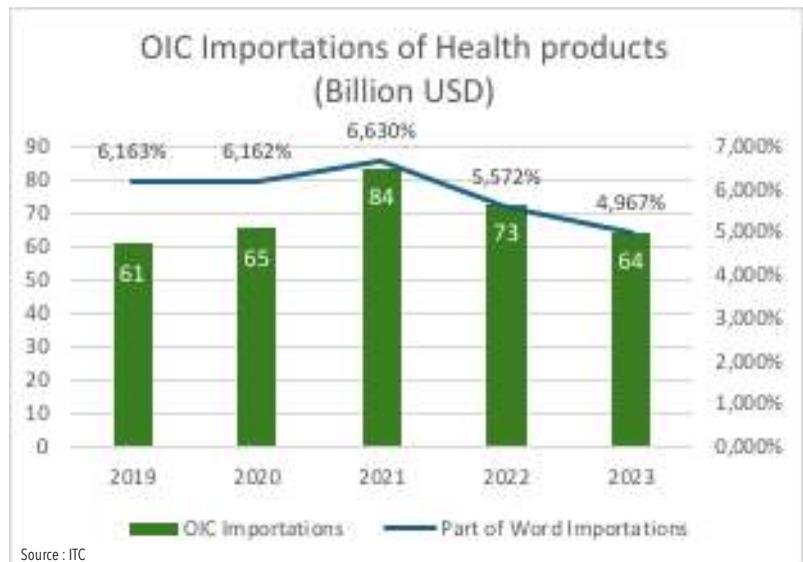
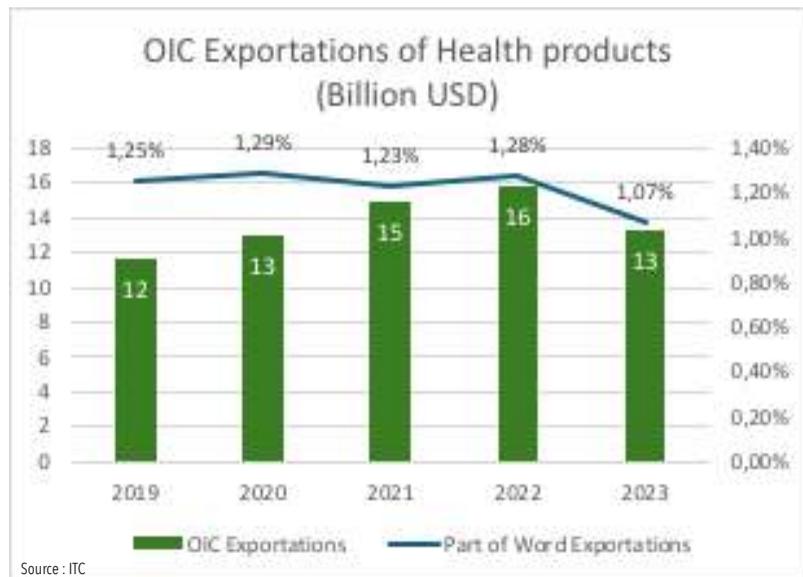
DANS UN MONDE OÙ LA SANTÉ EST DEVENUE UNE PRIORITÉ MONDIALE, LES PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI) ONT UNE OPPORTUNITÉ UNIQUE DE TRANSFORMER CE SECTEUR EN UN PUISSANT LEVIER ÉCONOMIQUE. EN INVESTISSANT DANS DES INFRASTRUCTURES DE SANTÉ MODERNES ET EN FAVORISANT L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE, LES NATIONS DE L'OCI PEUVENT NON SEULEMENT AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DE LEURS CITOYENS, MAIS AUSSI STIMULER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET ATTIRER DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS.

L'intelligence artificielle et la télé-médecine, par exemple, peuvent révolutionner l'accès aux soins dans les régions éloignées, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour les entreprises spécialisées dans les technologies de la santé. L'harmonisation des réglementations pharmaceutiques et des normes de qualité entre les pays membres faciliterait également le commerce de médicaments et d'équipements médicaux, réduisant les coûts et améliorant l'efficacité des chaînes d'approvisionnement.

Les initiatives de coopération, telles que les projets de recherche conjoints et les échanges de connaissances, peuvent stimuler l'innovation et renforcer les capacités locales. En mettant l'accent sur la prévention et le bien-être, les pays peuvent réduire les dépenses de santé à long terme et créer un environnement plus attractif pour les investisseurs. Une population en meilleure santé est plus productive, ce qui peut stimuler la croissance économique et renforcer les liens commerciaux au sein de l'OCI.

A cet égard, de nombreux pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) sont confrontés à des défis tels que la production limitée de médicaments et de technologies médicales sur le plan national. Le commerce leur permet d'importer des biens de santé essentiels, garantissant ainsi de meilleurs résultats en matière de santé publique. De plus, il soutient la croissance industrielle en encourageant les investissements dans la fabrication locale et l'innovation.

La coopération entre les membres de l'OCI peut réduire la dépendance vis-à-vis des fournisseurs externes, favorisant ainsi l'auto-suffisance régionale. Renforcer le



commerce de la santé permet également de mieux résister aux crises, comme les pandémies, et s'aligne avec l'objectif commun d'améliorer l'équité en matière de santé et le développement durable au sein de l'OCI.

### Commerce de la santé : une croissance en dents de scie pour les pays de l'OCI

Les exportations des pays de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) dans le secteur de la santé ont connu une progression notable, passant de 12 milliards de dollars en 2019 à 16 milliards

en 2022. Cependant, cette dynamique a été freinée en 2023, avec une baisse à 13 milliards de dollars. Malgré ces fluctuations, la part de l'OCI dans les exportations mondiales de produits de santé est restée modeste, oscillant entre 1,07 % et 1,28 %. Ce repli pourrait être lié aux défis économiques globaux ou à des contraintes de production régionales.

Côté importations, la tendance a également été marquée par des variations significatives. Elles ont bondi de 61 milliards de dollars en 2019 à un pic de 84 milliards en

2021, probablement sous l'effet de la pandémie de COVID-19, avant de redescendre à 64 milliards en 2023. Dans le même temps, la part des pays de l'OCI dans les importations mondiales est passée de 6,63 % en 2021 à 4,96 % en 2023. Cette évolution souligne l'importance pour ces nations de renforcer leur production locale afin de réduire leur dépendance aux importations et d'accroître leur résilience face aux futures crises sanitaires mondiales.

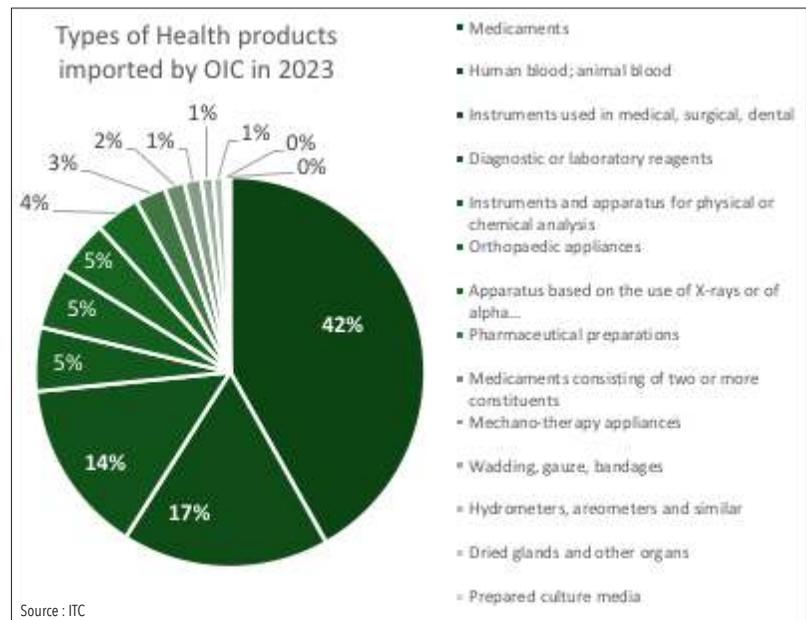
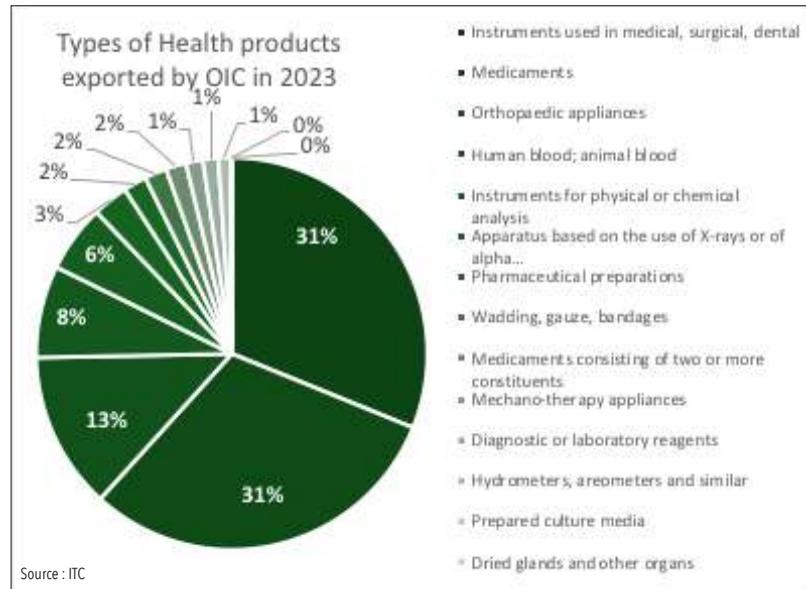
### Produits de santé : l'OCI mise sur les outils médicaux et les médicaments

Les exportations de produits de santé des pays de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) révèlent une nette prédominance des outils médicaux essentiels et des produits pharmaceutiques, qui constituent l'essentiel du secteur. En revanche, les importations se concentrent principalement sur les médicaments et le sang humain, soulignant une forte dépendance à ces produits.

Pour renforcer leur compétitivité sur le marché mondial de la santé, les pays de l'OCI gagneraient à diversifier leur production et à développer des exportations dans des catégories encore sous-représentées. Une telle stratégie permettrait d'accroître leur autonomie et d'élargir leur présence sur le marché international.

### Commerce intra-OCI des produits de santé : stabilité des importations, volatilité des exportations

Le commerce intra-OCI des produits de santé affiche une relative stabilité du côté des importations, tandis que les exportations connaissent d'importantes fluctuations, notamment en 2021 et 2022. Cette volatilité pourrait s'expliquer par un renforcement des barrières commerciales entre les pays membres.



Par ailleurs, la baisse des échanges pourrait également résulter d'une concurrence accrue, d'un fléchissement de la demande ou de réajustements dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du secteur de la santé.

### Renforcer le commerce des produits de santé entre les pays de l'OCI : pistes et recommandations

Pour renforcer le commerce des produits de santé entre les pays

de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), plusieurs mesures stratégiques doivent être mises en place. L'harmonisation réglementaire est essentielle, avec l'élaboration de normes et de certifications unifiées pour les médicaments, dispositifs médicaux et autres produits de santé. La mise en place d'accords de reconnaissance mutuelle permettrait de lever les barrières commerciales et d'accélérer les processus d'approbation.

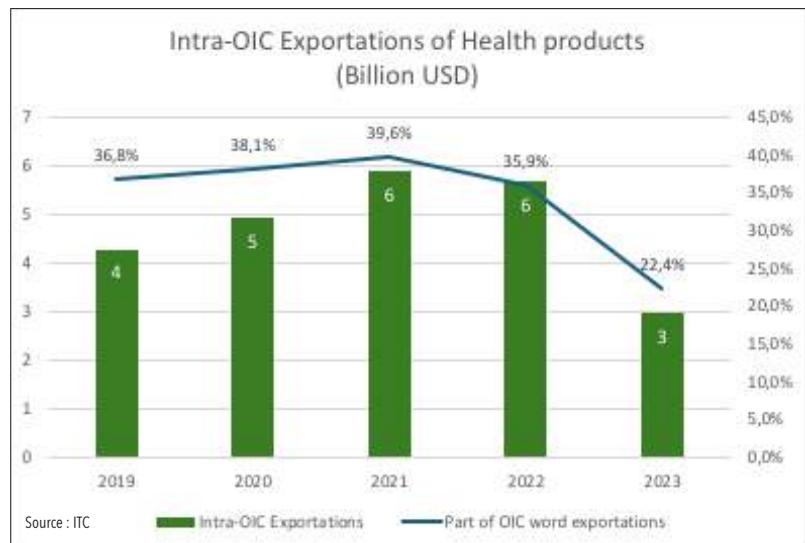
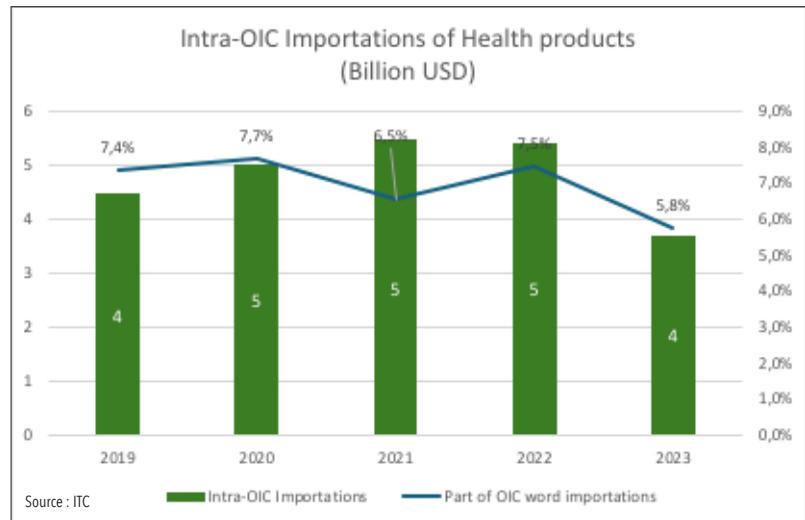
Le développement de partenariats entre les États membres favoriserait les coentreprises dans la fabrication, la recherche et le développement, tout en encourageant le partage des connaissances et des meilleures pratiques. Ces initiatives contribueraient à stimuler l'innovation dans le domaine pharmaceutique et des technologies médicales.

L'investissement dans la recherche et le développement est un levier clé pour produire des solutions de santé accessibles et compétitives, adaptées aux marchés de l'OCI. L'intégration des nouvelles technologies, comme la télémédecine, l'intelligence artificielle et la bio-informatique, pourrait améliorer l'accès aux soins et optimiser leur efficacité.

L'optimisation des chaînes d'approvisionnement est également cruciale. Le développement de réseaux logistiques performants et la mise en place de hubs régionaux spécialisés garantiraient une distribution rapide et efficace des fournitures médicales, tout en réduisant les coûts.

Le marché des produits de santé halal représente une opportunité à saisir. En capitalisant sur la demande croissante pour des produits pharmaceutiques, dispositifs médicaux et cosmétiques certifiés halal, les pays de l'OCI pourraient se positionner sur un segment spécifique et compétitif. Une normalisation des certifications halal à l'échelle de l'OCI permettrait d'assurer une meilleure cohérence et reconnaissance internationale.

Le développement des ressources humaines constitue un autre axe stratégique. La mise en place de formations spécialisées renforcerait l'expertise technique dans la



fabrication de produits de santé et assurerait la conformité avec les normes mondiales. L'échange de professionnels de santé entre les pays membres contribuerait à renforcer les capacités du secteur.

Le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) actives dans le domaine de la santé, ainsi que l'exploitation du commerce numérique, sont également essentiels. Des incitations financières et des subventions faciliteraient la production et l'exportation des PME, tandis que la création de plateformes en ligne favoriserait les échanges

entre fournisseurs, fabricants et distributeurs. Le développement du e-commerce pour les produits de santé élargirait les débouchés et réduirait les coûts.

Enfin, la création d'un fonds de santé dédié à l'OCI permettrait d'appuyer le développement du secteur, en finançant les initiatives liées au commerce, à la production et aux chaînes d'approvisionnement d'urgence. En combinant ces mesures, les pays de l'OCI pourraient non seulement renforcer leur autonomie sanitaire, mais aussi affirmer leur présence sur le marché mondial des produits de santé. ■

## L'Égypte assure sa sécurité sanitaire en encourageant la production locale des équipements de santé.

En marge de l'Arab Health Expo, qui s'est tenu du 27 au 29 janvier aux Émirats arabes unis, Khaled Abdel Ghaffar, Vice-premier Ministre et Ministre de la Santé et de la Population de la République Arabe d'Égypte a rencontré le Dr Elie Chaliot, Président-directeur général de GE Health Care, et des représentants de la société internationale « Nihon Kohden » spécialisée dans la technologie des dispositifs médicaux, afin de renforcer les cadres de coopération commune pour soutenir et développer le secteur de la santé.

En effet, après que GE Healthcare, ait annoncé son intention d'ouvrir une usine de fabrication de dispositifs de balayage par ultrasons (sonar) en Égypte, le gouvernement égyptien a promis d'offrir toutes les incitations nécessaires aux succès de tels initiatives et encourager toute entreprise à envisager la fabrication d'autres dispositifs médicaux en plus de l'échographie.

Ce nouveau projet vient concrétiser une fois encore le projet pharaonique que constitue « Medicine City ». Située à 170 km au gouvernorat de Charqiya, et étalé sur une superficie de 180000 m<sup>2</sup>, « Gypto Pharma », connue aussi sous le nom de « Medicine City », est considérée comme la plus grande ville pharmaceutique pas seulement en Égypte, mais aussi au Moyen-Orient. Elle vient répondre aux aspirations des 150 entreprises pharmaceutiques du pays et permettra à terme d'explorer un potentiel d'exportation de plus de 712 millions de dollars vers le monde.

Source : Egypt Information Service, Egypt Today

## L'Arab Health Expo 2025 a connu un franc succès et se mue en World Health Expo (WHX)

La 50<sup>e</sup> édition d'Arab Health, placée sous le thème « Where the World of Healthcare Meets », s'est tenue du 27 au 30 janvier au Dubai World Trade Centre (DWTC), attirant plus de 60 000 visiteurs. L'événement a rassemblé plus de 40 pavillons nationaux, avec des exposants venus de plus de 80 pays, couvrant le Moyen-Orient, les États-Unis, l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Véritable carrefour mondial de l'innovation médicale, il a permis aux experts et professionnels du secteur de découvrir les dernières avancées technologiques en santé, renforçant ainsi la position des Émirats arabes unis comme hub médical de premier plan.

Depuis sa première édition en 1979, où il comptait une quarantaine d'exposants, Arab Health a considérablement évolué. Initialement dédié aux équipements médicaux, il s'est imposé au fil des décennies comme l'un des salons de santé les plus prestigieux de la région, acquérant une renommée internationale dès les années 2000.

Dès 2025, Arab Health amorcera un nouveau tournant en devenant le World Health Expo (WHX). Cette transformation vise à rassembler sous une même bannière plusieurs événements dédiés à la santé, avec l'ambition de renforcer les opportunités de collaboration, de dynamiser les projets commerciaux et de favoriser des synergies durables entre les acteurs de l'industrie médicale.

Source : Gulf Business

## Nigeria : un investissement de 1,07 milliard de dollars pour réformer le secteur de la santé

Le Conseil Exécutif Fédéral (FEC) du Nigeria a approuvé un financement de 1,07 milliard de dollars pour la réforme du secteur de la santé dans le cadre du programme Human Capital Opportunities for Prosperity and Equity (HOPE) dont une partie a été allouée au traitement du VIH, marquant un engagement fort en faveur de l'amélioration des soins de santé dans le pays.

L'annonce a été faite par Wale Edun, Ministre des Finances et coordinateur de l'Économie, qui a précisé que ce financement comprend deux prêts concessionnels de 500 millions de dollars accordés par l'Association internationale de développement (IDA), le bras financier de la Banque mondiale, ainsi qu'une subvention de 70 millions de dollars provenant d'organismes internationaux.

Dans le cadre de ces réformes, le gouvernement a également validé l'achat de 150 000 trousseaux de traitement contre le VIH pour une période de quatre mois, un investissement visant à garantir l'accès aux soins pour les populations vulnérables et à réduire les coûts de traitement. Selon le Ministre de la Santé, Muhammad Ali Pate, ces mesures s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à renforcer la gouvernance du secteur et à améliorer les services de soins de santé primaires à l'échelle nationale.

Avec cet investissement massif, le Nigeria affiche sa volonté de moderniser son système de santé et d'assurer un meilleur accès aux soins pour ses citoyens.

Source : News Central . Africa

# Le 5<sup>ème</sup> Salon de la santé des États Membres de l'OCI au Sénégal

LA 10<sup>ème</sup> ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ ET DU MATÉRIEL MÉDICAL DE DAKAR (SISDAK) SERA ORGANISÉ PAR LE CICES ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE DU SÉNÉGAL, EN CONCOMITANCE AVEC LA 5<sup>ÈME</sup> ÉDITION DU SALON DE LA SANTÉ DES ETATS MEMBRES DE L'OCI (OIC HEALTH EXPO), ORGANISÉ PAR LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CICD).



Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CICD) est l'organe subsidiaire de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) base à Casablanca - Royaume du Maroc, chargé de la promotion des échanges commerciaux et des investissements entre les 57 États Membres de l'OCI. Site web de l'OCI: [www.oicoci.org](http://www.oicoci.org)

Fort de ses expériences accumulées dans le domaine économique et commercial, le CICD organise, outre les foires et Salons, des séminaires, des forums et des conférences. Il réalise le rapport annuel sur le commerce intra OCI et assure le suivi des négociations commerciales relatives au Système de Préférences Commerciales entre

les États Membres de l'OCI (SPS/OCI) et les négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'OMC, et réalise des études sectorielles ayant trait au développement du commerce entre les 57 États membres de l'OCI.

## Motivations et attentes Fabricants de matériel et équipements médicaux:

- Rencontrer des fournisseurs de matériel médical.
- Obtenir de nouvelles parts de marché.
- Promouvoir de nouveaux produits et services.
- Trouver des partenaires commerciaux.
- Accroître sa notoriété auprès des décideurs.
- Se positionner par rapport à la concurrence.
- Entretenir le contact avec la clientèle.

## Sociétés de promotion du médicament et industries pharmaceutiques:

- Positionner sa gamme de produits par rapport au marché.
- Établir un contact professionnel et commercial avec les prescripteurs.
- Promouvoir les nouveautés et innovations de la gamme thérapeutique que vous représentez.
- Présenter les nouvelles gammes de produits thérapeutiques acquises par votre structure.
- Se positionner par rapport à la concurrence.
- Nouer des partenariats commerciaux avec les grands laboratoires internationaux

## Établissements de santé, universités et organismes en santé :

- Communiquer et sensibiliser sur vos activités auprès des acteurs de la santé, des étudiants, des professionnels et du grand public.
- Nouer des partenariats avec les institutions de soutien à la santé.
- Rencontrer des fournisseurs de matériel médical, les acteurs du médicament et les prestataires.
- Découvrir les innovations technologiques en santé.
- Promouvoir vos établissements de santé.
- Participer aux symposiums sur les thèmes réseaux. ■

**10**<sup>ème</sup>

**SALON INTERNATIONAL DE  
LA SANTÉ ET DU MATÉRIEL  
MÉDICAL DE DAKAR  
( SISDAK )**

**5**<sup>ème</sup>

**SALON DE LA SANTÉ DES ÉTATS  
MEMBRES DE L'ORGANISATION  
DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE  
( EXPO SANTÉ OCI )**

**THEME :**

La **santé**, vecteur  
de **développement**  
économique des pays  
de l'OCI



**15-19 avril 2025**  
au **CICES**

**Invité spécial** <<

**Royaume d'Arabie Saoudite**

**Invité d'honneur** <<

**Royaume du Maroc**



**VDN x Rte de l'aéroport, BP : 8166 Dakar Yo 3329 RP**

**Tel : +221 33 859 96 03/ 33/ 30**

**E-mail : cices@cices.sn - Web : www.cices.sn**



INTERVIEW

# DR. IBRAHIMA SY

MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE DU SÉNÉGAL

## «l'importance des investissements dans la santé comme levier de croissance économique des États membres de l'OCl»

MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE LE DOCTEUR IBRAHIMA SY EST ÉGALEMENT AUTEUR ET CO-AUTEUR DE NOMBREUSES PUBLICATIONS ET RAPPORTS DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT, DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE L'ÉPIDÉMIOLOGIE SPATIALE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE, MEMBRE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ÉCOLOGIE ET DE SANTÉ (IAEH) ET ÉVALUATEUR POUR DE NOMBREUSES REVUES SCIENTIFIQUES À COMITÉ DE LECTURE. DR. IBRAHIMA SY A AUSSI TRAVAILLÉ DEPUIS PLUS DE 13 ANS EN QUALITÉ D'EXPERT INTERNATIONAL DANS LES DOMAINES DE L'ENVIRONNEMENT, DU CLIMAT ET DE LA SANTÉ AUPRÈS DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS), LE FONDS MONDIAL POUR LE PALUDISME, LE VIH-SIDA ET LA TUBERCULOSE, LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF), LE FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM), L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD), SAVE THE CHILDREN INTERNATIONAL (SCI) ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE (MSAS).

**En tant que Ministre de la Santé et de l'Action sociale, pouvez-vous nous présenter la stratégie de votre Ministère pour renforcer le système de santé au Sénégal? Quelles sont les actions phares de votre Ministère pour cette année?**

La stratégie du Ministère de la Santé et de l'Action sociale, telle que nous l'avons décrite dans notre Lettre de Politique Sectorielle (LPS) 2025-2029 qui vise à renforcer notre système de santé, repose sur plusieurs axes majeurs.

D'abord, il s'agit d'améliorer la gouvernance et de procéder à la digitalisation intégrale des services. Cela passe par la mise en place d'une gestion axée sur la performance et la transparence, avec l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment par le déploiement du dossier patient unique informatisé et partagé (DPUP) ainsi que le recours à la télémédecine. Nous adopterons

une approche territoriale basée sur la décentralisation auprès des pôles territoriaux destinés à rapprocher les services de santé des populations éloignées, tout en renforçant davantage le leadership des collectivités locales dans la gestion des structures sanitaires.

Ensuite, nous diversifierons et améliorerons l'offre de services de santé en développant notamment des soins spécialisés afin de positionner le Sénégal comme un hub médical. Nous renforcerons également les infrastructures et équipements – en veillant particulièrement à leur maintenance – et nous étendrons la disponibilité des médicaments et autres produits de santé. La souveraineté pharmaceutique et sanitaire, à travers la promotion de la production locale de médicaments et d'équipements médicaux, occupe une place de choix dans notre stratégie de renforcement du système de santé. Il

s'agira ainsi de réduire la dépendance aux importations grâce à des réformes stratégiques.

Puis, nous renforcerons la prévention et la promotion de la santé publique, en adoptant un changement de paradigme matérialisé par l'intégration de la santé dans les politiques publiques sectorielles. Cela se traduira par un renforcement des campagnes de vaccination et des activités de prévention des maladies, ainsi qu'une sensibilisation communautaire pour encourager l'adoption de comportements favorables à la santé.

Enfin, le renforcement de la protection sociale, notamment par l'extension de la couverture médico-sociale aux groupes vulnérables et par le développement de mécanismes d'inclusion socio-économique et sanitaire, constitue également un axe d'intervention majeur. Ces orientations stratégiques visent à bâtir un système de santé résilient, inclusif et accessible à tous, tout en répondant aux défis actuels tels que les inégalités d'accès, les changements climatiques et les crises sanitaires.

**À l'occasion de la tenue du 5<sup>ème</sup> Salon de la Santé des États Membres de l'OCI du 15 au 19 avril 2025 au Sénégal, pouvez-vous nous édifier sur les enjeux relatifs à l'organisation de cette importante manifestation et la raison derrière la désignation du Royaume du Maroc comme «Invité d'Honneur» et du Royaume d'Arabie Saoudite comme «Invité Spécial» ?**

Le 5<sup>ème</sup> Salon de la Santé des États Membres de l'OCI, organisé conjointement avec la 10<sup>ème</sup> édition du Salon International de la Santé et du Matériel Médical de Dakar (SISDAK), représente une plateforme stratégique destinée à renforcer la coopération entre les

**CET ÉVÉNEMENT OFFRE ÉGALEMENT L'OPPORTUNITÉ DE PROMOUVOIR LE TOURISME MÉDICAL, DE RENFORCER LES COLLABORATIONS ENTRE ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS, ET DE PARTAGER DES CONNAISSANCES ET DES BONNES PRATIQUES.**

pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). Cet événement s'inscrit dans un contexte marqué par la nécessité de repenser les systèmes de santé face aux défis mondiaux, notamment ceux révélés par la pandémie de Covid-19.

L'enjeu de son organisation est de renforcer la coopération intra-OCI en favorisant les échanges commerciaux et les partenariats stratégiques dans le domaine de la santé, en mettant en avant les produits pharmaceutiques, les équipements médicaux et les services sanitaires des pays membres. Ainsi, le thème principal, «La santé, vecteur de développement économique des États membres de l'OCI», souligne l'importance des investissements dans la santé comme levier de croissance économique.

Par ailleurs, cet événement offre également l'opportunité de promouvoir le tourisme médical, de renforcer les collaborations entre acteurs publics et privés, et de partager des connaissances et des bonnes pratiques.

Le Royaume du Maroc, pays frère, a été désigné « Invité d'Honneur » en reconnaissance de son rôle croissant dans le domaine de la santé et de sa coopération active avec les pays africains, en particulier avec le Sénégal. Le Maroc est un acteur clé dans la production pharmaceutique et l'innovation médicale, et sa

participation mettra en lumière son expertise et ses initiatives dans ces domaines, ce qui pourra inspirer d'autres pays de la région.

Quant au Royaume d'Arabie Saoudite, qui est l'«Invité Spécial», il est leader dans le secteur de la santé au sein de l'OCI et joue un rôle central dans le développement des infrastructures médicales et des technologies de pointe. Sa présence reflète son engagement à renforcer les partenariats et à partager ses avancées dans le domaine médical. En somme, cet événement promet d'être un véritable carrefour d'innovations et de collaborations, positionnant le Sénégal comme un hub stratégique pour les échanges dans le secteur de la santé.

**En tant qu'État Membre Fondateur de l'OCI, quelles sont, à votre avis, les actions entreprises par votre pays pour booster la collaboration avec les autres pays de l'OCI dans le domaine de la santé?**

Le Sénégal, en tant qu'État membre fondateur de l'OCI, déploie une série d'actions coordonnées dans le secteur de la santé afin de renforcer la coopération avec les autres pays membres. Nous nous engageons à jouer un rôle moteur dans la coopération sanitaire régionale en créant des synergies qui renforcent à la fois la résilience des systèmes de santé et la compétitivité économique des États membres de l'OCI. Ainsi, grâce à des échanges réguliers et à



NOUS NOUS ENGAGEONS À JOUER UN RÔLE MOTEUR DANS LA COOPÉRATION SANITAIRE RÉGIONALE EN CRÉANT DES SYNERGIES QUI RENFORCENT À LA FOIS LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE SANTÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI.

la mise en place de dispositifs de coordination performants, le Sénégal contribue activement à réaliser une vision partagée d'un système de santé inclusif, innovant et interconnecté à l'échelle régionale.

Les actions entreprises reposent essentiellement sur : l'organisation d'événements internationaux de grande envergure ; la promotion des partenariats économiques et commerciaux ; le renforcement des capacités et l'harmonisation des

normes ; la mise en place de mécanismes de coordination et de gouvernance ; une politique de soutien à l'innovation et au transfert de technologies.

**Selon vous, quels sont les domaines de coopération à renforcer entre votre Honorable Ministère et les institutions de l'OCI et, plus particulièrement, le CIDC ?**

Dans le cadre de sa position d'État membre fondateur de l'OCI, le

Sénégal s'engage à renforcer sa coopération avec l'ensemble des institutions de l'OCI et, en particulier, avec le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC). À mon avis, les domaines de collaboration à renforcer sont les suivants : les échanges commerciaux et les investissements dans le domaine de la santé ; la normalisation et le développement industriel pharmaceutique ; la recherche, la formation et le transfert de compétences.

Ces domaines de coopération, en intégrant des volets commerciaux, normatifs, technologiques, économiques et académiques, garantissent une approche holistique. Ils permettront non seulement de mieux répondre aux défis sanitaires actuels, mais également de construire un modèle de développement de la santé résilient et inclusif au sein de l'OCI. ■

## ▷ INTERVIEW

**M. Justin Correa**

DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CICES SÉNÉGAL

**1. En tant que Directeur Général du CICES, pouvez-vous nous parler de votre Centre et de son rôle essentiel dans la création d'opportunités commerciales et économiques au Sénégal ? Quelles sont les actions phares du CICES pour cette année ?**

Le Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal (CICES) est une institution stratégique qui joue un rôle essentiel dans la promotion des activités économiques et commerciales au Sénégal et dans la sous-région. Depuis sa création, il sert de plateforme incontournable pour les échanges commerciaux, l'organisation de foires, salons et expositions à vocation nationale et internationale. Notre rôle est essentiel dans la création d'opportunités commerciales et économiques, car nous offrons une plateforme unique pour les entreprises sénégalaises et étrangères afin de se rencontrer, d'échanger et de nouer des partenariats. Nous organisons la Foire Internationale de Dakar -FIDAK-, tous les ans entre novembre et décembre et au cours de cet événement des sessions B2B permettent à des investisseurs de trouver des représentants. Certains opérateurs ou même certains pays n'attendent pas la tenue de cette importante manifestation pour saisir les opportunités de mises en relations d'affaires qu'offre le CICES. Pour preuve l'Algérie s'est installé

au CICES pour atteindre le marché ouest africain ; à travers une exposition permanente de biens et services.

Cette année, nos actions phares comprennent l'organisation de la 10<sup>ème</sup> édition du Salon International de la Santé et du Matériel Médical de Dakar (SISDAK) jumelée à la 5<sup>ème</sup> édition de l'Expo Santé de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), du 15 au 19 avril. Nous mettrons à la disposition du public «SISDAK Connect», une plateforme virtuelle innovante qui permettra de vivre le salon à distance. En droite ligne du référentiel Sénégal 2050, la vision des nouvelles autorités, la première édition de la Foire des Pôles régionaux va se tenir. En novembre, ce sera la Foire Internationale du Livre et du matériel didactique de Dakar (FIL-DAK) et nous bouclerons 2025 par la FIDAK.

**2. Comme vous le savez, la collaboration entre le CIDC et le CICES date de quelques décennies. Pouvez-vous édifier nos lecteurs sur les acquis de cette collaboration fructueuse pour le Sénégal et les autres Pays de l'OCI ?**

La collaboration entre le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) et le CICES est en effet une relation

de longue date, marquée par des résultats significatifs. Cette coopération a permis de faciliter les échanges commerciaux entre le Sénégal et les autres pays membres de l'OCI, promouvant les produits et services sénégalais sur les marchés des pays de l'OCI. Et pour la deuxième fois, nous accueillons l'OIC HEALTH EXPO le salon de la santé des pays membres de l'OCI. En 2022, grâce à cette collaboration fructueuse entre le CICES et le CIDC, Dakar a accueilli pour la seconde fois aussi la Foire commerciale des Etats membres de l'OIC après la 11<sup>ème</sup> édition qui s'est déroulée en 2007. D'autres secteurs ont eu à bénéficier de ce partenariat par le biais de l'Organisation de Salons : Salon de l'Enseignement Supérieur de l'OCI, Salon de l'immobilier et de la Construction de l'OCI.

**3. A l'occasion de la tenue du 5ème Salon de la Santé des Etats Membres de l'OCI du 15 au 19 Avril 2025 au Sénégal, pouvez-vous nous présenter les enjeux relatifs à l'organisation de ce Salon et le rôle du CICES dans la réussite de cette manifestation ?**

Le CICES a initié en 2008 le SIS-DAK. Après 7 5 éditions, nous avons accueilli pour la première fois l'EXPO SANTE OCI. Cela s'explique par le fait qu'au fil qu'on file des ans nous avons capitalisé



l'expertise nécessaire. Il faut noter que la mission de CICES tourne exclusivement autour de l'organisation de foires et salons et ses infrastructures ont été construites conformément à cela.

**4. Selon vous, quels sont les domaines de coopération à renforcer entre le CICES et les Institutions de l'OCI et plus particulièrement le CIDC ?**

Le commerce électronique est un secteur à explorer. CICES dispose d'une plateforme, FoireConnect qui permet à des milliers d'exposants d'avoir accès à un marché de



**NOUS METTRONS À LA DISPOSITION DU PUBLIC «SISDAK CONNECT», UNE PLATEFORME VIRTUELLE INNOVANTE QUI PERMETTRA DE VIVRE LE SALON À DISTANCE.**



300 millions de consommateurs. Il s'y ajoute, les différentes manifestations ou forums qui pourraient être coorganisés en mettant l'accent sur des secteurs à fort potentiel pour les Etats membres de l'OCI. Nous

sommes convaincus qu'en renforçant notre coopération, nous pourrions contribuer de manière significative au développement économique du Sénégal et des autres pays membres de l'OCI. ■

# Le Sénégal, nouvelle destination de référence pour le tourisme médical en Afrique de l'Ouest ?



Par Dr. Philippe Ndiaga BA

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal, connu auparavant comme une destination balnéaire, est en train de se positionner de plus en plus sur ce segment, au point de devenir un véritable pôle du tourisme médical. Des faits marquants, comme la gestion exemplaire par le Pays du virus d'Ebola en 2014 et la stratégie efficace des autorités sanitaires sénégalaises dans la lutte contre la COVID-19, ont fini par convaincre les pays voisins de l'expertise sénégalaise en matière de santé.

Les progrès du Sénégal dans ce domaine s'expliquent par une prise en charge rigoureuse des questions sanitaires dans le système éducatif. En plus de plusieurs universités publiques disposant de facultés de médecine, telles que l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), dont la faculté de médecine est l'une des plus renommées en Afrique, l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, l'Université Assane Seck (UASZ) de Ziguinchor, l'Université Iba Der Thiam (UIDT) de Thiès et l'Université Alioune Diop (UADB) de Bambey, on note également la présence de nombreuses écoles et universités privées offrant désor-

D'APRÈS LA DÉFINITION DE L'ONU TOURISME, LE TOURISME COMPREND LES ACTIVITÉS DÉPLOYÉES PAR LES PERSONNES AU COURS DE LEURS VOYAGES ET DE LEURS SÉJOURS DANS LES LIEUX SITUÉS EN DEHORS DE LEUR ENVIRONNEMENT HABITUEL POUR UNE PÉRIODE CONSÉCUTIVE QUI NE DÉPASSE PAS UNE ANNÉE, À DES FINS DE LOISIRS, POUR AFFAIRES ET AUTRES MOTIFS NON LIÉS À L'EXERCICE D'UNE ACTIVITÉ RÉMUNÉRÉE DANS LE LIEU VISITÉ. TANDIS QUE LE TOURISME MÉDICAL EST UN TYPE D'ACTIVITÉ TOURISTIQUE FAISANT INTERVENIR DES RESSOURCES ET DES SERVICES THÉRAPEUTIQUES (À LA FOIS INVASIFS ET NON INVASIFS) DE LA SCIENCE MÉDICALE. IL PEUT INCLURE LE DIAGNOSTIC, LE TRAITEMENT, LA CURE, LA PRÉVENTION ET LA RÉÉDUCATION.

mais des formations supérieures de qualité dans le domaine de la santé. De ce fait, beaucoup d'étudiants étrangers viennent aujourd'hui se former dans le Pays.

Par ailleurs, il convient de souligner que le Sénégal a réalisé des progrès remarquables dans l'amélioration de son infrastructure de santé. Ces avancées se traduisent par des investissements conséquents dans des hôpitaux modernes dotés d'équipements à la pointe de la technologie et d'un personnel hautement qualifié, présents dans presque toutes les capitales régionales du pays. Ces dernières années, de nouveaux centres de soins spécialisés ont vu le jour dans des domaines de pointe tels que l'imagerie médicale par résonance magnétique, l'exploration fonctionnelle du champ visuel, le traitement au laser des pathologies ophtalmologiques et la chirurgie réfractive au laser.

Outre les structures publiques, on trouve également des hôpitaux, des centres de santé, des cabinets médicaux, des cliniques, des cabinets paramédicaux, des structures d'entreprise, des postes de santé,

des cabinets dentaires, des laboratoires d'analyse biomédicale, des centres de radiologie et d'imagerie médicale, ainsi que des officines et des dépôts de médicaments privés.

Aujourd'hui, des villes comme Ziguinchor, Saint-Louis et Dakar, en particulier, sont devenues des destinations prisées pour ceux qui recherchent des traitements spécialisés. On y observe un nombre croissant de patients provenant de pays limitrophes : la Guinée-Bissau pour Ziguinchor, la Mauritanie pour Saint-Louis, le Mali, la Gambie et la Côte d'Ivoire pour Dakar. Parmi les services médicaux les plus demandés figurent la chirurgie, la cardiologie, l'oncologie, la gynécologie, la pédiatrie et d'autres traitements indisponibles dans les pays d'origine des patients.

D'après une étude récente, les Mauritaniens représentent près de 42% des patients, suivis des ressortissants de la Guinée Bissau 36% et des Gambie qui sont estimés à 16% (Voir Graphique 1).

Ces patients sont attirés non seulement par l'offre de soins de haute qualité à des prix abordables pro-

posés par les hôpitaux sénégalais, mais aussi par l'accessibilité du pays, la stabilité politique, l'usage du wolof, langue partagée avec d'autres pays de la sous-région comme la Gambie et la Mauritanie et l'usage du français comme indiqué dans le Graphique 2.

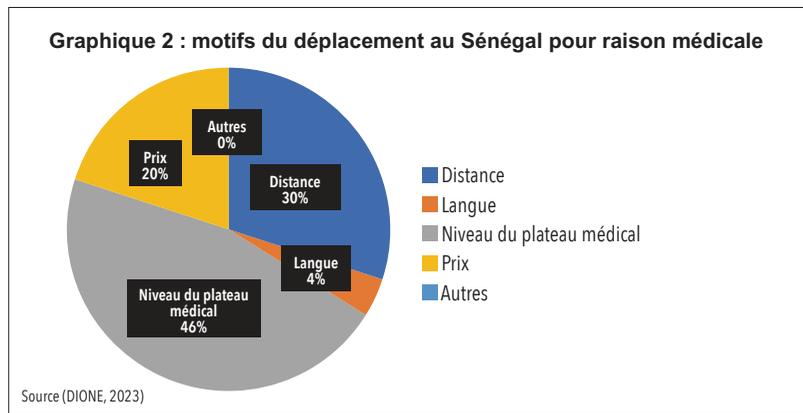
La gastronomie sénégalaise, riche et variée, avec son plat emblématique, le ceebu jën, classé au patrimoine immatériel de l'UNESCO, contribue aussi à une convalescence agréable pour les patients.

En matière d'hébergement, le pays offre une gamme variée d'hôtels, de résidences, d'appartements meublés et d'autres types de logements à la portée à toutes les bourses. Le tableau 1 illustre l'offre actuel en hébergement au Sénégal.

L'autre avantage lié aux soins de santé au Sénégal est qu'après les soins, les patients peuvent allier récupération et découverte en profitant de l'offre touristique riche et diversifiée du Sénégal tels les plages magnifiques, les îles emblématiques comme Gorée, les musées et les salles de spectacles et espaces de détente à portée pour tout visiteur du Pays de la Téranga.

S'il continue sur cette lancée, en renforçant son infrastructure, en développant des hébergements dédiés, en diversifiant ses spécialités médicales et en promouvant activement ses services, le Pays de la Téranga pourrait, dans un avenir proche, rivaliser avec les leaders africains voir mondiaux du tourisme médical.

Pour finir, rappelons que le Tourisme occupe une place prépondérante dans l'agenda national de transformation "Vision Sénégal 2050" comme indiqué ci-contre dans le tableau 2. ■



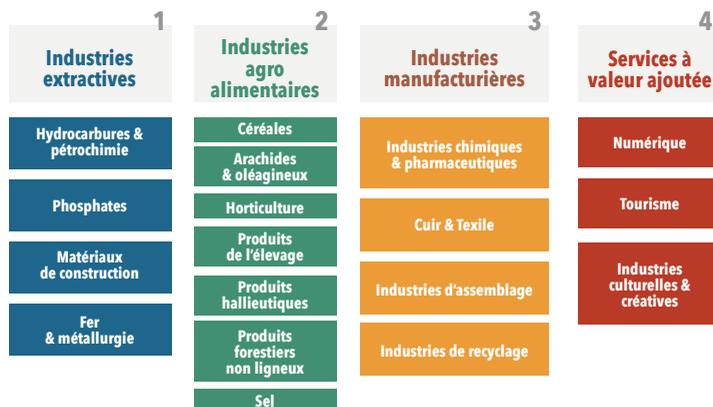
**Tableau 1 : Offre en matière d'hébergement au Sénégal**

LES TYPES DE RÉCEPTIFS PAR RÉGION

Régions	DAKAR	DOUBEL	FATICK	KAFFRINE	KAOLACK	KÉDOUGOU	KOLDA	LOUGA	MATAM	SAINT-LOUIS	SÉDHOU	TAMBA COUNDA	THIES	ZIGUINCHOR	TOTAL
<b>AUBERGE</b>	89	2	21	3	18	8	3	6	2	33	3	4	69	66	327
<b>CAMPEMENT</b>	10	2	62	2	2	26	11	5	0	14	2	29	14	49	228
<b>HÔTEL</b>	161	2	26	2	6	17	8	6	6	31	2	20	92	44	423
<b>RÉSIDENCE</b>	243	5	8	2	8	1	1	1	2	13	2	4	282	32	608
<b>TOTAL</b>	507	11	117	9	34	52	23	18	10	91	9	57	457	191	1586

Source: Ministère du Tourisme et de l'Artisanat/Direction de la Réglementation touristique, Janvier 2025

**Tableau 2 : axes prioritaires de la vision Sénégal 2050**



Source: Vision Sénégal 2050 - Stratégie nationale de Développement 2025-2039



## Découvrez ADA Voyages : La référence du tourisme médical au Sénégal

ADA VOYAGES EST AUJOURD'HUI LE LEADER INCONTESTÉ DU TOURISME MÉDICAL AU SÉNÉGAL. GRÂCE À SENMEDTOURS BY ADA VOYAGES, NOUS PROPOSONS DES SÉJOURS SUR MESURE, COMBINANT DES SOINS MÉDICAUX DE HAUTE QUALITÉ ET DES EXPÉRIENCES TOURISTIQUES UNIQUES. NOTRE MISSION ? OFFRIR À UNE CLIENTÈLE INTERNATIONALE EXIGEANTE UNE PRISE EN CHARGE COMPLÈTE ET SÉCURISÉE.

### ▣ Une Offre Adaptée à Chaque Besoin

Que vous soyez membre de la diaspora africaine ou résident d'Afrique de l'Ouest, nous vous proposons des packages tout compris, incluant :

- ▶ Soins médicaux personnalisés
- ▶ Hébergement confortable
- ▶ Transport et transferts sécurisés
- ▶ Activités touristiques et de détente

**Un Réseau Médical de Confiance**  
La sécurité et la qualité des soins sont au cœur de notre engagement. Nous collaborons avec des établissements médicaux de premier plan, notamment : Hôpital Fann « Hôpital Principal de Dakar » « Clinique de la Madeleine » « Clinique Pasteur » « Centre International de Cancérologie de Dakar », et bien d'autres.

Chaque partenaire est sélectionné avec rigueur pour garantir excellence et fiabilité.

### ▣ NOS DIFFÉRENTS PACKS SANTÉ

#### 1. Pack Santé

- ▶ Prise en charge médicale complète
- ▶ Transfert vers les centres hospitaliers
- ▶ Hébergement et assistance

#### 2. Pack Santé Prestige

- ▶ Tous les services du Pack Santé
- ▶ Hébergement en hôtel de luxe
- ▶ Activités de loisirs exclusives

#### 3. Pack Santé Plus

- ▶ Soins médicaux et suivi personnalisé
- ▶ Hébergement standard inclus
- ▶ Transport et assistance

#### 4. Pack Santé Sur Demande

- ▶ Séjour entièrement personnalisé
- ▶ Billet d'avion, choix d'hôtel et voiture privée
- ▶ Accompagnement dédié

### ▣ Comment fonctionne SENMEDTOURS by ADA Voyages ?

Un processus en 7 étapes pour garantir un accompagnement sur-mesure :

**Prise de contact** : Remplissage d'un questionnaire, attribution d'un assistant, élaboration d'un dossier médical.

**Consultation du dossier** : Envoi d'un devis détaillé avec les interventions adaptées.

**Choix de la date du séjour** : Confirmation des disponibilités et finalisation du voyage.

**Prise en charge médicale** : Consultation préalable, mise en relation avec les spécialistes, suivi personnalisé.

**Arrivée à Dakar** : Accueil à l'aéroport

et prise en charge selon le pack choisi.

**Gestion des paiements et planification** : Organisation des rendez-vous médicaux et services annexes.

**Découverte et détente** : Shopping, visites touristiques et immersion culturelle après hospitalisation si l'état du patient le permet.

### ▣ Pourquoi Choisir SENMEDTOURS by ADA Voyages ?

**Expertise et Fiabilité** : Fort de son expérience, ADA VOYAGES vous assure un séjour sans accroc.

**Soins de Qualité Garantis** : Accès aux meilleurs spécialistes et infrastructures médicales du Sénégal.

**Confort et Convalescence** : Séjours en des lieux de convalescence luxueux et apaisants comme Saly.

**Support Continu** : Notre équipe reste à votre disposition tout au long de votre voyage médical.

Avec **SENMEDTOURS by ADA Voyages**, le Sénégal s'affirme comme une destination de choix pour les soins médicaux de qualité, alliant expertise médicale et confort touristique.

**CONTACT ADA VOYAGES**  
Adresse : 27 Rue Félix Faure X Mohamed 5, Dakar  
Téléphone : +221 33 889 51 86  
Email : ada@adavoyages.com



### L'histoire inspirante de Mme Marie Sy Mbengue,

#### Directrice Générale d'ADA Voyages: De la SONATEL aux sommets du voyage

Une success story sénégalaise qui connecte les gens au delà du virtuel, transformant le secteur du voyage avec passion et innovation.

#### Dakar, début des années 2000

Le monde des télécoms gronde, les réseaux s'étendent, et une femme, Marie Sy Mbengue, trace son chemin dans cet univers ultra-technique. Ancienne de la SONATEL, experte en réseaux télécoms, elle maîtrise les flux, les connexions & mais son rêve va bien au-delà des câbles et des données.

#### 2004 L'idée qui change tout

«Et si je connectais les gens & mais pas que virtuellement ?»

Avec une âme d'entrepreneuse, elle commence modestement : un téléc centre, puis un service de photocopie et d'impression. Des petits pas ? Non. Les prémices d'une révolution.



##### Téléc centre

Premier pas vers la connexion humaine



##### Service de photocopie

Extension des services communautaires



##### Impression

Répondre aux besoins locaux

La naissance d'ADA Voyages 3 Quand la passion rencontre l'audace

Le voyage, c'est plus qu'un billet. C'est une émotion, une aventure, une histoire.

En 2004, elle lance ADA Voyages et très vite, l'agence s'illustre :



##### Hajj Organisation

méticuleuse, des pèlerins sereins



##### Grands événements

Le FESMAN, le concert mythique de Youssou Ndour au Bercy, la CAN & ADA est partout !



##### Colonies de vacances

Dubai, Las Palmas, Maroc des souvenirs inoubliables pour des milliers de jeunes



#### 2018 L'innovation continue avec SENMEDTOURS

«Et si le Sénégal devenait une destination médicale d'excellence ?»

Avec SENMEDTOURS by ADA Voyages, Marie Sy Mbengue révolutionne encore le secteur en promouvant le tourisme médical au Sénégal. Une vision qui soigne, attire et inspire.

#### Aujourd'hui ? ADA Voyages est parmi les TOP agences du Sénégal

Mais derrière cette réussite, il y a une femme. Une battante. Une visionnaire.

Le succès, c'est oser, persévérer & et surtout, croire en ses rêves.

Et demain ? L'aventure ne fait que commencer...

##### Fondation

Des débuts modestes avec un téléc centre et des services d'impression

##### Expansion

Développement d'ADA Voyages et organisation d'événements majeurs

##### Innovation

Lancement de SENMEDTOURS et positionnement comme leader du marché

##### Futur

De nouvelles innovations à venir avec ADA FUN PARK

# Réforme des soins de santé dans le CCG

LA FLAMBÉE DES PRIX DES MÉDICAMENTS ET DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX ET LES PERTURBATIONS DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ONT CONTRIBUÉ À RALENTIR LA CROISSANCE DU SECTEUR MALGRÉ LA PÉNÉTRATION DE LA TECHNOLOGIE INFORMATIQUE DES SOINS DE SANTÉ ET DE LA CYBERSÉCURITÉ DES DONNÉES. NÉANMOINS, LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION, LA SENSIBILISATION ACCRUE À LA GESTION DES MALADIES CHRONIQUES ET LA RECONNAISSANCE DU RÔLE DE LA TÉLÉMÉDECINE EN TANT QU'ALTERNATIVE AUX SOINS PRIMAIRES ONT AIDÉ À MAINTENIR UNE SITUATION SOLIDE ET CONTINUERONT À STIMULER LA CROISSANCE DU SECTEUR, APPUYÉE PAR LES NOUVELLES STRATÉGIES DES GOUVERNEMENTS.

En outre, les marchés boursiers locaux se mobilisent pour introduire en bourse des sociétés pharmaceutiques et des prestataires de soins de santé. De plus, la pression croissante des gouvernements régionaux pour localiser la production de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux représente un potentiel considérable pour l'industrie LiveScience de la santé dans la région. On considère en effet de plus en plus que le secteur privé est un partenaire clé dans le développement à long terme de l'industrie des soins de santé, notamment au niveau de la qualité des soins dans les services médicaux. Le secteur privé en collaboration avec les gouvernements a mis à disposition ses infrastructures et sa main d'œuvre pour contribuer à la fourniture de soins médicaux et à la vaccination, avec une augmentation majeure de l'intégration des solutions numériques de santé comme la télémédecine, l'intelligence artificielle, les fournitures de blockchain et les technologies robotiques. Le secteur de la santé dans la région fait face à une demande accrue de différentes infrastructures tout en étant confronté à une pénurie de professionnels de la santé.



L'éducation et l'innovation sont des piliers essentiels pour assurer le succès du secteur de la santé dans la région du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La création et la mise en œuvre de plans stratégiques, en partenariat avec le secteur privé, visent à améliorer la qualité des soins de santé dans cette région. Ces initiatives incluent des solutions et des programmes ciblés pour renforcer la promotion des soins de santé primaires et la prévention des risques sanitaires. Leur réalisation nécessite la collaboration étroite de toutes les parties prenantes, notamment les gouvernements, les décideurs politiques, les hôpitaux et les

prestataires de soins, afin de relever les défis et exploiter les vastes opportunités d'améliorer la santé des populations du CCG.

Par ailleurs, les réformes positives mises en place par les gouvernements du CCG après la pandémie de COVID-19 continuent de jouer un rôle crucial. L'implication croissante du secteur privé, stimulée par des initiatives de partenariats public-privé (PPP), l'instauration de l'assurance maladie obligatoire et d'autres formes de collaboration, contribue à combler le fossé entre l'offre et la demande de soins. Parallèlement, l'innovation technologique a accé-



léré la transformation numérique du secteur de la santé, facilitant ainsi son évolution vers des solutions plus modernes et efficaces.

### **Évolution du secteur de la santé**

En 2023, selon les chiffres d'Alpen Capital, les dépenses courantes de santé dans le CCG devraient atteindre 135,5 milliards de dollars en 2027, avec un taux de croissance annuel moyen de 5,4 % à partir de 2022. La croissance démographique de la région, l'incidence élevée des maladies non transmissibles (MNT), l'augmentation du coût des traitements, la hausse de l'inflation médicale et la pénétration croissante de l'assurance maladie devraient favoriser la croissance. La part de l'EMC dans le PIB du CCG devrait passer de 5,0 % en 2022 à 5,8 % en 2027. Les taux de croissance annuels moyens de l'EMC dans les pays du CCG devraient se situer entre 4,4 % et 7,4 % au cours de la période de prévision. La croissance varie considérablement entre les pays du CCG, principalement en raison des projections démographiques spécifiques à chaque pays, des conditions économiques, du coût des soins de santé et de la prévalence des maladies sous-jacentes.

Les Émirats arabes unis devraient connaître le taux de croissance le plus élevé (7,4 %) par rapport aux autres pays du CCG. Le classement du marché restera probablement stable, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis dominant la région avec une part combinée de 79,6 % en 2027. Considérant l'augmentation prévue de la population, le CCG devrait avoir besoin de 12 207 nouveaux lits d'hôpitaux d'ici 2027. Cela se traduit par une croissance annuelle moyenne estimée à 1,9% depuis 2022 pour atteindre une capacité collective de 133 731 lits d'ici 2027. Entre 2022 et 2027, l'Arabie saoudite devrait connaître la plus forte demande de lits dans le CCG, avec plus de 8 197 nouveaux lits pour répondre à l'augmentation de sa population. Le pays prévoit une part d'environ 67,2 % des ajouts totaux de la région au cours de la période de prévision. La demande dans les Émirats arabes unis devrait s'élever à plus de 1 584 nouveaux lits durant la période de prévision de cinq ans.

### **Facteurs clés de la croissance**

Les gouvernements du CCG encouragent la participation d'acteurs privés dans le cadre de modèles de PPP, conformément à leurs

stratégies de long terme visant à accroître les capacités et à améliorer le système de prestation. Ces stratégies permettront de réduire la charge des coûts, de combler le déficit croissant entre l'offre et la demande et d'améliorer la qualité des soins. Dans le même esprit et en raison de la forte demande de services de santé complexes dans la région ainsi que du besoin croissant d'améliorations de la qualité, les centres d'excellence spécialisés ont progressivement pris de l'ampleur dans le CCG. Par conséquent, les gouvernements du CCG ont investi massivement dans la technologie, qui est un facteur clé de développement dans le secteur des soins de santé. L'intégration de la technologie devrait stimuler l'inclusion, l'accessibilité, l'abordabilité et la croissance dans le secteur des soins de santé.

En outre, la réactivité rapide pour atténuer le double impact économique de la pandémie a favorisé une reprise généralisée dans les économies du CCG. La croissance est également stimulée par les programmes d'investissement dans les infrastructures des pays du CCG et par l'augmentation du pouvoir d'achat, tous deux susceptibles

de stimuler les dépenses de santé dans la région. L'augmentation de l'espérance de vie à la naissance, l'amélioration du taux de mortalité infantile et le vieillissement de la population sont les principaux facteurs démographiques qui stimulent le système de santé de la région. La population du CCG devrait croître à un taux annualisé de 1,9 % entre 2022 et 2027 pour atteindre 66,2 millions d'habitants. La population âgée (50 ans et plus) devrait représenter 20,8 % du total en 2027, contre 15,8 % en 2022.

Considérant le coût élevé et la durée du traitement de ces affections liées au mode de vie, les dépenses de santé dans la région sont censées augmenter. Les stratégies nationales d'assurance maladie devraient favoriser l'adoption et l'utilisation d'hôpitaux et de services de santé privés, en réduisant la pression sur les infrastructures du secteur public. La mise en œuvre de régimes d'assurance maladie obligatoires devrait également réduire les dépenses personnelles liées aux services médicaux. À cet égard, les pays du CCG continueront à promouvoir la région en tant que hub pour le tourisme médical dans le cadre de leurs plans de diversification économique. En effet, les Émirats arabes unis restent en tête de l'industrie du tourisme médical. De fait, Dubaï et Abou Dhabi attirent un grand nombre de touristes dans la région.

### Stratégies du secteur de la santé des pays du CCG

Dans le cadre de « Vision 2030 » lancée en 2016, l'Arabie saoudite vise à augmenter la contribution du secteur privé de 40 % à 65 % d'ici 2030, en ciblant la privatisation de 290 hôpitaux et de 2 300 centres de santé primaire. Le ministère saoudien de la santé prévoit également de lancer des pôles de santé dans tout le royaume afin de promouvoir les soins préventifs et intégrés, et



d'améliorer l'accès aux services de santé. Parmi les autres priorités du ministère figurent l'augmentation du nombre d'hôpitaux accrédités au niveau international, le doublement du nombre de visites de soins de santé primaires par habitant (de deux à quatre), la réduction de la prévalence des maladies liées au mode de vie, l'amélioration de la qualité des services préventifs et thérapeutiques et le développement de l'innovation numérique<sup>29</sup>. Le nouveau programme de transformation du secteur de la santé, lancé en 2022, vise à couvrir 88 % de la population du Royaume par des services de santé inclusifs. D'ici à 2025, 100 % de la population sera couverte par le système de dossiers médicaux numériques unifiés. En effet, l'Arabie saoudite prévoit la construction de 20 000 lits d'hôpitaux et de 224 centres de soins à travers le Royaume, avec des projets d'une valeur totale de 48 milliards de SAR (12,8 milliards USD).

Les Émirats arabes unis développent environ 700 projets de soins de santé pour un investissement total de 60,9 milliards de dollars, dont la plupart sont réalisés par le secteur privé. Le secteur privé supportera probablement une part importante du fardeau des soins de santé, y compris les projets impliquant des partena-

riats public-privé (PPP). Les partenariats avec le secteur privé soutiennent également le programme du ministère de la santé relatif au génome des Émirats arabes unis. Ce programme vise à mieux comprendre la composition génétique de la population des Émirats arabes unis et à améliorer les résultats pour les patients de la population locale. Le partenariat a également permis de lancer le premier organisme de recherche sous contrat de la région (Insights Research Organization and Solutions - IROS) pour mener des recherches cliniques. La Dubai Healthcare Corporation (DHC) a dévoilé une feuille de route pour les partenariats public-privé (PPP) dans ses nouveaux projets hospitaliers. Elle est actuellement en pourparlers avec des investisseurs dans le secteur des soins de santé, où la demande augmente, notamment pour les cliniques de rééducation, les établissements de santé mentale et les centres de dialyse.

Au Qatar, les soins de santé restent une priorité et le gouvernement n'a cessé d'améliorer la qualité de ses infrastructures et services de santé à travers des initiatives de réforme. La stratégie nationale de santé du pays (2018-2022), qui s'inscrit dans le cadre du Vision 2030, a identifié 12 domaines d'intervention, dont le développement de systèmes de



santé intégrés et la couverture des soins de santé préventifs et curatifs. L'objectif principal de cette stratégie est d'améliorer les résultats en matière de santé<sup>45</sup>. Dans le cadre de son plan directeur pour les établissements de santé, le gouvernement vise à mettre en place 48 nouveaux établissements comprenant des centres de soins primaires, des centres de diagnostic et de traitement, tout en se concentrant sur les extensions d'hôpitaux et la construction d'hôpitaux généraux et spécialisés. Le Qatar envisage également d'investir 337 millions QAR (92,5 millions USD) dans un projet de PPP dans le domaine de la santé.

Dans le cadre de son plan de développement national (2020-2025),

le Koweït vise à construire des infrastructures et des installations de soins de santé à la hauteur des normes internationales. Le pays compte également renforcer la qualité des soins de santé dans ses centres de traitement existants. Depuis 2019, le gouvernement consacre une part importante de son budget aux soins de santé, soit plus de 11,0 % du total, en se concentrant principalement sur l'expansion des centres de soins primaires et tertiaires à travers le pays.

Oman concentre ses investissements sur le secteur de la santé depuis une dizaine d'années, dans le but de créer un écosystème relativement moderne. Le plan de développement « Health Vision 2050 » du Sultanat, lancé en 2012 et régu-

lièrement mis à jour, met en avant la nécessité d'étendre les services spécialisés, de réduire les coûts, de financer les projets en fonction des résultats, de favoriser la collaboration avec le secteur privé, de décentraliser la gestion et d'accroître la transparence, parmi d'autres priorités. En outre, le Sultanat d'Oman a annoncé la construction d'un centre de soins de santé d'une valeur de 479 millions OMR (1 242,8 millions de dollars), destiné à améliorer la qualité des soins de santé dans le pays. Le pays a déjà lancé plusieurs projets de soins de santé, notamment un centre de dialyse, un hôpital secondaire et un laboratoire central dans le cadre d'un PPP.

Au fil des ans, Bahreïn a intensifié ses efforts pour fournir, soutenir et développer les services de soins de santé en développant les infrastructures et en adoptant des solutions technologiques. Le ministère de la santé du Royaume a renforcé son rôle dans l'élaboration des politiques de santé et dans la gouvernance afin d'assurer la durabilité, tout en se concentrant sur le développement des ressources. Le financement et la participation croissante du secteur privé par le biais de projets PPP sont également au centre de ses préoccupations.

Le tourisme médical occupe une place de plus en plus importante dans la région, dans le cadre de la stratégie de diversification des économies. Les gouvernements du CCG, en partenariat avec les acteurs privés, mènent des initiatives stratégiques pour renforcer leurs infrastructures de santé et les aligner sur les standards des pays développés, en termes de normes et d'indicateurs clés. Cette démarche a abouti à une hausse du nombre d'hôpitaux et de cliniques spécialisés et pluridisciplinaires dans la région. ■

# Les complexes balnéaires halal de Turquie : un modèle pour le monde musulman



Par Mme Reem El Safaki,  
DInarStandard

INSTALLÉ SUR LE TOIT DE LA PISCINE DE L'HÔTEL BERA ALANYA, FACE AUX EAUX SCINTILLANTES DE LA MÉDITERRANÉE, JE CONTEMPLAIS LE CHEMIN IMPRESSIONNANT PARCOURU PAR L'INDUSTRIE DU VOYAGE HALAL. AUTOUR DE MOI, DES FEMMES MUSULMANES SE RELAXAIENT PAISIBLEMENT DANS UN ESPACE PRIVÉ ET APAISANT, TANDIS QUE DES FAMILLES PROFITAIENT DE LA PLAGE DANS UN CADRE RESPECTUEUX DE LEURS CONVICTIIONS RELIGIEUSES. PENDANT PLUS DE DIX ANS, J'AVAIS ÉTUDIÉ CES SCÈNES À TRAVERS DES RAPPORTS ET DES ANALYSES. MAIS LES VIVRE, LES VOIR SE MATÉRIALISER SOUS MES YEUX, ÉTAIT UNE TOUTE AUTRE EXPÉRIENCE. LES STATIONS BALNÉAIRES HALAL-FRIENDLY EN TURQUIE INCARMENT UNE RÉUSSITE NOTABLE DU SECTEUR : ELLES ILLUSTRONT PARFAITEMENT COMMENT FOI ET LOISIRS PEUVENT S'HARMONISER NATURELLEMENT.

Depuis 2013, j'ai suivi de près l'évolution des stations balnéaires halal dans le cadre de mon travail avec DinarStandard. Nous avons étudié leur croissance, mesuré leur potentiel de marché et conseillé les leaders de l'industrie sur la façon d'exploiter la demande croissante des voyageurs musulmans. Pourtant, rien n'est comparable à l'expérience vécue de l'hospitalité bienveillante, de l'attention méticuleuse portée aux valeurs islamiques et du succès commercial de ces stations balnéaires.

Les stations balnéaires turques «halal-friendly» ont démontré non seulement la rentabilité d'une offre ciblant prioritairement le marché musulman, mais ont également établi un modèle exemplaire dont les pays membres de l'OCI et les investisseurs gagneraient à s'inspirer. Alors que de nombreuses destinations à majorité musulmane

s'interrogent encore sur la manière de répondre aux besoins des voyageurs musulmans sans pour autant écartier les touristes classiques, la Turquie, elle, a su tracer discrètement sa propre voie. Le pays a réussi à mettre en place un véritable écosystème de stations balnéaires halal-friendly, où les valeurs religieuses s'intègrent harmonieusement aux loisirs, sans aucun compromis ni exclusion.

## Le cas commercial des centres de loisirs halal

Le secteur des centres de loisirs halal en Turquie est devenu une industrie lucrative, et HalalBooking.com a joué un rôle essentiel dans son expansion mondiale. Au départ, ces centres de loisirs s'adressaient principalement aux voyageurs nationaux, mais aujourd'hui, ils attirent un nombre croissant de touristes musulmans d'Europe, du Moyen-Orient et d'ailleurs.

Témoignant de ce succès, HalalBooking a récemment obtenu 8 millions de dollars dans le cadre d'un financement providentiel de série B, ce qui valorise l'entreprise à 125 millions de dollars, et est actuellement en pourparlers pour un financement plus important de série C en 2025. La capacité de l'entreprise à attirer des investissements importants souligne la viabilité commerciale du tourisme halal et met en évidence la demande forte et croissante d'options de voyage adaptées aux musulmans.

## Vivre l'expérience d'un centre de loisirs halal

Notre première station a été l'hôtel Bera Alanya, où je suis allée avec un petit groupe de femmes du Royaume-Uni. L'hôtel dispose d'une piscine sur le toit exclusivement réservée aux femmes, un espace entièrement privé où les clientes peuvent porter des



maillots de bain ordinaires sans se préoccuper de quoi que ce soit. Le spa et le hammam, réservés aux femmes, renforcent l'expérience en offrant un environnement relaxant et respectueux des valeurs religieuses. Même la plage adopte une politique de modestie, garantissant une atmosphère familiale tout en permettant aux clients de profiter de l'époustouffant littoral méditerranéen. Les divertissements en soirée sont également adaptés aux familles et s'adressent à tous les groupes d'âge.

Le lendemain, après une visite matinale du château d'Alanya et de la célèbre tour rouge de la ville, nous nous sommes rendus à l'Adin Beach Hotel. L'hôtel Adin, qui présente un style plus artisanal, offre une expérience halal haut de gamme, avec des piscines réservées aux hommes et aux femmes, une attention particulière au bien-être et un engagement à préserver l'authenticité de l'hospitalité islamique.

L'Adin Beach Hotel dispose également d'une plage et de piscines réservées aux femmes, qui comprennent des toboggans aquatiques, et qui sont astucieusement fermées par des voiles rétractables géantes placées à des endroits stratégiques pour garantir l'intimité. En tant que complexe hôtelier accessible à tous, Adin propose de somptueux buffets, des snack-bars au bord de la piscine et même une pâtisserie au sein de l'hôtel. Les clients peuvent déguster des mojitos vierges, du café turc et une variété de boissons non alcoolisées sur une terrasse spacieuse en bord de mer, devenue un lieu de rencontre populaire pour les familles le soir.

### **Une approche révolutionnaire de l'hospitalité islamique**

Ce qui distingue les complexes

touristiques halal de Turquie, ce ne sont pas seulement leurs installations, mais aussi la philosophie profondément ancrée qui les sous-tend. La plupart de ces établissements sont des entreprises familiales, qui s'engagent à respecter les valeurs musulmanes et à offrir un service exceptionnel.

Ruhut Ülgen Cengiz, directrice générale de l'hôtel Bera Alanya, est l'une des rares femmes à occuper ce poste dans le secteur. Elle a partagé son point de vue sur les caractéristiques uniques des centres de loisirs halal, en insistant sur le fait que ces centres n'ont pas qu'une vocation commerciale : il s'agit d'offrir aux familles musulmanes un espace où elles peuvent se détendre, s'amuser et rester fidèles à leur foi.

Elle a expliqué que la satisfaction des clients était leur principal outil de marketing et que le bouche-à-oreille était le principal moteur de la prospection commerciale. Environ 40 % de leurs clients sont des clients réguliers, ce qui démontre la force de l'expérience vécue par les clients et la fidélité à la marque.

### **Durabilité et considérations éthiques**

La durabilité et les considérations éthiques sont des priorités essentielles pour l'hôtel Bera Alanya. L'un de ses principaux objectifs est la réduction des déchets alimentaires. Les excédents de nourriture sont donnés à des abris pour animaux, et l'hôtel est en train de développer un projet visant à convertir les déchets alimentaires en nourriture pour animaux, garantissant ainsi une approche responsable de la gestion des déchets.

Pour soutenir les Palestiniens de Gaza, le Bera a pris une position audacieuse en 2023 en veillant à ce qu'aucun produit boycotté ne soit utilisé dans ses locaux. Cette

décision, motivée par les attentes des clients et une forte position éthique, s'aligne sur la tendance plus large des voyageurs musulmans qui recherchent des entreprises qui s'alignent sur leurs valeurs.

À la suite du tremblement de terre de 2023 en Turquie, l'hôtel a choisi de ne pas organiser de concerts, réorientant le budget des divertissements vers les efforts de secours et les contributions financières directes aux victimes. Cette décision reflète l'engagement de l'entreprise en matière de responsabilité sociale, reconnaissant que les entreprises du secteur de l'hôtellerie jouent un rôle qui dépasse la simple fourniture d'expériences de voyage.

### **Une réussite commerciale aux répercussions mondiales**

Malgré les fluctuations économiques et la hausse des prix, la demande de voyages halal en Turquie reste forte. Le directeur général de Bera Alanya a noté que si les réservations nationales ont augmenté en raison des changements économiques, les voyageurs internationaux, en particulier ceux d'Allemagne et du Royaume-Uni, continuent de représenter un marché important.

Cela renforce l'idée que les voyages adaptés aux musulmans ne sont pas un segment de niche - il s'agit d'une industrie mondiale courante et en pleine expansion.

### **Des leçons à retenir pour l'industrie**

Le succès des stations balnéaires halal de la Turquie n'est pas seulement une réussite touristique, c'est aussi un modèle pour les pays de l'OCI qui cherchent à exploiter le marché mondial des voyages musulmans.

• Les voyages adaptés aux musulmans ne sont pas une niche, mais



une opportunité pour le grand public. Les stations balnéaires turques démontrent que les voyages à caractère religieux peuvent être à la fois rentables et durables.

- Le leadership des femmes renforce le secteur. La directrice générale de Bera a joué un rôle crucial dans l'amélioration de l'expérience des clients, en particulier des voyageuses.

- Les investissements dans le tourisme halal sont très rentables. L'expansion de HalalBooking, y compris son évaluation à 125 millions de dollars, est une indication claire du fort potentiel financier du secteur.

- La durabilité et l'éthique sont essentielles. L'approche de Bera en matière d'approvisionnement éthique et de secours en cas de ca-

tastrophe montre que l'hôtellerie halal peut intégrer la responsabilité sociale tout en restant commercialement viable.

### **Vers un avenir prometteur pour le tourisme halal**

Les stations balnéaires halal d'Alanya, en Turquie, ont réussi à équilibrer les principes du tourisme religieux en proposant des services de haute qualité et en remportant des succès économiques. Leur rôle de pionnier dans le tourisme halal constitue un modèle pour les pays de l'OCI qui souhaitent développer leurs marchés de voyages adaptés aux musulmans. ■



## Brunei enregistre sa plus forte croissance sous fond de diversification économique

BRUNEI A ENREGISTRÉ EN 2024 SA PLUS FORTE CROISSANCE (PIB) EN 25 ANS, AVEC UNE PROGRESSION DE 4,2 %, SURPASSANT LES PRÉVISIONS. CETTE PERFORMANCE, LA MEILLEURE DEPUIS 1999 (OÙ LE PIB RÉEL AVAIT AUGMENTÉ DE 4,3 %), EST PRINCIPALEMENT PORTÉE PAR LA CROISSANCE SOUTENUE DE L'AVAL PÉTROLIER ET GAZIER.

En effet, les secteurs pétrolier et non pétrolier ont respectivement progressé de 5,5 % et 3,1 % en glissement annuel justifiant la nécessité d'accélérer la diversification économique pour un impact tangible sur les finances publiques.

Les activités en aval – classées dans le secteur non pétrolier – constituent depuis 2020 un moteur essentiel de la croissance économique bruneienne, et cette dynamique devrait se poursuivre en 2025. Cette progression est du

à l'essor de la production pétrochimique, qui a bondi de 12 % en 2024. Les exportations de produits pétrochimiques surpassent régulièrement celles du pétrole et du gaz, représentant désormais 61 % des exportations totales.

Le développement du complexe pétrochimique de Pulau Muara Besar, dont l'extension de 9 milliards de dollars US devrait entrer en service en 2029, devrait encore renforcer cette tendance. En parallèle, la production d'engrais à base d'urée au parc indus-

triel de Sungai Liang, lancée en 2022, contribue à diversifier les exportations bruneiennes au-delà du secteur pétrolier et gazier en amont.

En 2024, le secteur non pétrolier représentait 53 % du PIB, soutenu par la croissance de plusieurs sous-secteurs, notamment le transport aérien (+18,9 %), le transport maritime (+7,7 %), les communications (+6 %) et le commerce de gros et de détail (+4,3 %).

L'Office de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 prévoit que les revenus du secteur non pétrolier augmenteront en moyenne de 10,8 % par an jusqu'en 2028, tandis que la part du secteur énergétique dans le PIB devrait chuter de 15,5 % en 2023 à 12,6 % en 2028.

En effet, Pour garantir la croissance et la prospérité future du pays, le gouvernement a fait de

la diversification économique un axe central de sa politique de développement national. Dans le cadre du Wawasan Brunei 2035, le tourisme a été identifié comme l'un des cinq secteurs prioritaires pour la diversification économique.

Un secteur touristique dynamique ne se limite pas à attirer des visiteurs étrangers et à générer des revenus en devises, mais contribue également au développement d'industries connexes et à la création d'emplois. Le rebond encourageant du nombre de visiteurs étrangers depuis 2022, est justifié par l'accent mis par le pays sur la préservation de son riche patrimoine culturel et naturel. Ceci permet au pays de se positionner de manière unique pour attirer les visiteurs en quête d'une expérience culturelle authentique.

Le Wawasan Brunei 2035 vise également à diversifier et moderniser le pays à travers un plan de promotion et de développement du système bancaire et des fintechs.

A ce titre, Le gouvernement a joué un rôle clé dans le développement du secteur financier. Entre 2014 et 2016, il a mis en place un système de règlement brut en temps réel et une chambre de compensation automatisée. Et en 2020, le gouvernement a également annoncé le Plan directeur de l'économie numérique 2024, destiné à compléter la Feuille de route du secteur financier. Grâce à l'engagement ferme du gouvernement et à une approche impliquant toute la nation, Brunei peut réussir sa transformation. ■

Source : the fintech time

## Forte progression des échanges commerciaux entre la Jordanie et la GAFTA

AMMAN – LES EXPORTATIONS JORDANIENNES VERS LES PAYS DE LA GRANDE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE ARABE (GAFTA) ONT ENREGISTRÉ UNE HAUSSE ANNUELLE DE 15,6 % ATTEIGNANT PAS MOINS DE 4,58 MILLIARDS DE DOLLARS, CONTRE 3,96 MILLIARDS SUR LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. PARMI LES PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS FIGURENT LES ENGRAIS, LES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET LES DENRÉES AGRICOLES.



Parallèlement, les importations jordaniennes en provenance de la zone de libre-échange ont également progressé de 8,5 %, atteignant 6,62 milliards de dollars. Ces importations comprennent principalement le pétrole brut et ses dérivés, les bijoux, les produits alimentaires, ainsi que divers matériaux industriels comme les feuilles plastiques, l'oxyde de titane, le polystyrène, le fer et l'acier.

L'Arabie saoudite s'est imposée comme le premier partenaire commercial de la Jordanie au sein de la GAFTA. Les exportations vers le Royaume ont grimpé de 13,7 %

atteignant 1,07 milliard de dinars. A cet égard, La Jordanie Enterprise Development Corporation (JEDCO) et l'Autorité de Développement des Exportations d'Arabie Saoudite (SEDA) ont signé en février dernier un mémorandum d'entente afin de renforcer les relations bilatérales et de favoriser la coopération en matière de développement des exportations. Les investissements cumulés de l'Arabie Saoudite en Jordanie sont estimés à environ 15 milliards de dollars, couvrant divers secteurs tels que les transports, l'infrastructure, l'énergie, les finances, le commerce et la construction liée au tourisme.

Cette forte progression arrive dans un contexte marqué par une concentration des exportations industrielles dominées par six produits en Jordanie en 2024 représentant 57% des exportations nationales, soit une valeur totale d'environ 12,1 milliards de dollars. Le secteur de l'habillement et des accessoires s'est imposé comme le leader des exportations, avec une part de marché de 19,4 % et une croissance impressionnante de 25,6 % sur un an.

Les engrais chimiques et les produits pharmaceutiques ont suivi, représentant respectivement 11,1% et 7,1 % des exportations.

Toutefois, la performance des exportations jordaniennes a été contrastée selon les secteurs. Si l'habillement et les produits pharmaceutiques ont affiché une progression notable, d'autres secteurs clés ont connu des reculs : les engrais chimiques ont baissé de 2,3 %, les bijoux ont chuté

de 21,5 % et la potasse brute a enregistré une baisse marquée de 28,4 %.

Bien que des défis subsistent, notamment le déficit commercial, l'élargissement des marchés et la diversification des exportations devraient continuer à renforcer les relations commerciales avec les pays du GAFTA. Cela positionne la Jordanie comme un acteur clé dans le commerce intra-arabe, avec un avenir prometteur. ■

Source : Arab News; Jordan News Agency



## L'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan signent un accord fondateur pour le corridor énergétique vert

LES OPÉRATEURS DES PRINCIPAUX RÉSEAUX ÉLECTRIQUES DE L'OUZBÉKISTAN, DU KAZAKHSTAN ET DE L'AZERBAÏDJAN – AZERENERGI (AZERBAÏDJAN), KEGOC (KAZAKHSTAN) ET LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE NATIONAL DE L'OUZBÉKISTAN – ONT ÉTABLI UNE COENTREPRISE POUR METTRE EN ŒUVRE LE PROJET DE CORRIDOR ÉNERGÉTIQUE VERT. CET ACCORD FAIT SUITE À UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE LES TROIS PAYS.

L'accord prévoit la construction conjointe d'un câble d'énergie propre sous la mer Caspienne, permettant d'exporter de l'énergie renouvelable vers les marchés européens. Ce câble sera relié à une autre ligne traversant le fond de la mer Noire.

La fusion des systèmes énergétiques aura un impact majeur sur le paysage énergétique global ainsi que sur les trois nations participantes. L'Azerbaïdjan, dans sa politique énergétique nationale, place la transition vers les énergies renouvelables parmi ses

priorités, avec l'objectif que 30 % de sa production d'électricité proviennent de sources renouvelables d'ici 2030. Le potentiel technique pour les énergies renouvelables en Azerbaïdjan est estimé à 135 GW pour l'onshore et 157 GW pour l'offshore, avec des projets d'une capacité de 6 GW en solaire, éolien et hydroélectrique d'ici 2030.

L'Ouzbékistan prévoit également d'exporter son excédent d'électricité verte vers l'Europe via le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan dès 2030, un excédent qui pourrait atteindre 10 à 15 milliards de kWh par an.

Le Kazakhstan, quant à lui, fait de l'énergie verte une priorité dans sa quête de neutralité carbone, travaillant à réduire sa dépendance aux ressources fossiles. Le pays développe des innovations technologiques et une infrastructure capable de soutenir la durabilité environnementale. Il a conclu des accords sur des projets verts totalisant une capacité de 43 GW.

Ce projet marque une étape importante dans la coopération énergétique régionale et dans les efforts mondiaux pour une transition énergétique durable. ■

Source: Trend News Agency, News.az



## BAHREÏN

# Une économie performante prête à tirer parti de son ALE avec les États-Unis

BAHREÏN A ÉMÉRGE COMME LA DEUXIÈME ÉCONOMIE LA PLUS PERFORMANTE DU CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE (CCG) EN 2024, JUSTE DERRIÈRE LES ÉMIRATS ARABES UNIS. CETTE PERFORMANCE REMARQUABLE, QUI DEVRAIT SE RÉPÉTER EN 2025, ILLUSTRE LES EFFORTS SOUTENUS DU PAYS POUR DIVERSIFIER SON ÉCONOMIE AU-DELÀ DU SECTEUR PÉTROLIER.

Les services financiers ont depuis longtemps dépassé l'extraction de pétrole brut et de gaz naturel en tant que principaux contributeurs au PIB de Bahreïn. Cette diversification économique est un pilier central de la stratégie de croissance du pays.

En 2025, Bahreïn pourrait encore améliorer sa performance économique grâce à son accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis. Cet accord offre à Manama une opportunité unique d'attirer des

capitaux étrangers et de diversifier ses exportations de marchandises.

Le secteur local de l'aluminium à Bahreïn reste compétitif malgré les tarifs douaniers. Étant l'un des 20 pays bénéficiant d'un ALE avec les États-Unis, Bahreïn est peu susceptible d'être affecté par de nouvelles politiques tarifaires.

Les exportations non métalliques de Bahreïn s'élèvent à environ 430 millions de dollars, représentant environ 1 % du PIB. Les principales industries non métalliques incluent

le pétrole raffiné, les plastiques et les textiles, qui n'ont pas une valeur ajoutée particulièrement élevée ni un grand potentiel d'expansion.

Bahreïn se concentre sur l'attraction d'entreprises manufacturières provenant de pays amis qui exportent massivement vers les États-Unis et sont géographiquement proches, mais qui ne bénéficient pas de la protection d'un ALE. En implantant des usines et d'autres éléments de la chaîne d'approvi-

sionnement à Bahreïn, ces pays pourraient légalement éviter les tarifs douaniers qui pourraient autrement freiner leurs exportations vers les États-Unis.

Parmi les pays cibles figurent l'Inde (82 milliards de dollars d'exportations vers les États-Unis), l'Arabie Saoudite (24 milliards), le Bangladesh (12 milliards), l'Irak (10 milliards), les Émirats Arabes Unis (7 milliards), le Pakistan (6 milliards) et le Sri Lanka (4 milliards). Par exemple, l'Inde exporte 14 milliards

de dollars de produits pharmaceutiques et 10 milliards de dollars de textiles vers les États-Unis. La présence de plus de 300 000 Indiens à Bahreïn, ainsi que de nombreuses entreprises indiennes et des liens historiques forts, faciliterait la conclusion d'un accord de coopération entre Bahreïn et l'Inde.

Depuis le début du nouveau millénaire, Bahreïn a sécurisé plus de 15 milliards de dollars en investissements directs étrangers. Plusieurs facteurs ont contribué à ce succès, notamment la facilité

pour les non-Bahreïniens d'acheter des propriétés et d'obtenir des licences pour exploiter des entreprises, ainsi que la stabilité offerte par un taux de change fixe par rapport au dollar américain en vigueur depuis plus de quatre décennies.

En conclusion, Bahreïn se positionne comme un acteur économique clé dans la région du Golfe, grâce à sa stratégie de diversification et à ses accords commerciaux avantageux. ■

Source : Arab Gulf States Institute in Washington, Zawya

## Le Pakistan et les Emirats Arabes Unis s'allient pour moderniser l'infrastructure ferroviaire pakistanaise

PAKISTAN RAILWAYS S'ASSOCIE À ETIHAD RAIL POUR AMÉLIORER SON RÉSEAU FERROVIAIRE ET STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU PAKISTAN.



Cette collaboration vise à renforcer la connectivité et l'efficacité des opérations du système ferroviaire pakistanais et à soutenir le développement économique à travers une infrastructure modernisée.

Les projets concerneront principalement la ligne de fret reliant le port de Karachi à Pipri, avec des installations logistiques gérées par DP World à Dubaï.

A cet égard, les dirigeants des deux

entités ont signé deux mémorandums d'accord visant à moderniser l'infrastructure ferroviaire existante du Pakistan tout en explorant de nouvelles opportunités de projets.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'une stratégie plus large, qui s'appuie sur un accord historique conclu en janvier 2024, garantissant un financement de 3 milliards de dollars de la part des Émirats arabes unis pour moderniser de manière significative les systèmes ferroviaires du Pakistan.

Grâce à ces efforts conjoints, Pakistan Railways anticipe une modernisation de ses opérations et une augmentation de sa capacité de fret permettant aux entreprises de bénéficier d'un accès plus rapide aux marchés.

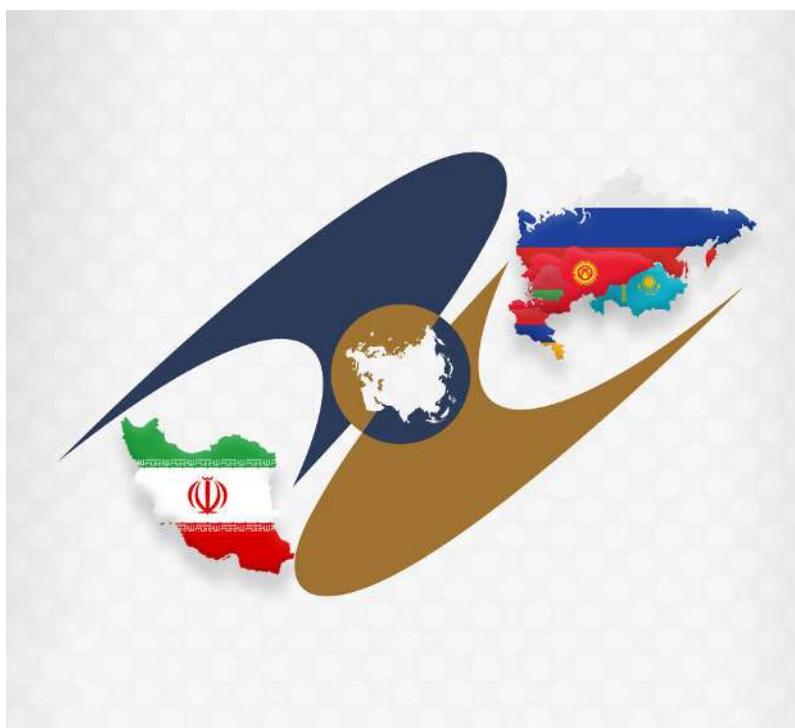
Pour Etihad Rail, cette alliance représente une opportunité d'étendre son influence au-delà des frontières des Émirats, consolidant ainsi sa position de leader dans les avancées ferroviaires mondiales.

Cet investissement témoigne d'une tendance croissante à la coopération internationale en matière de projets d'infrastructure. ■

Source : Railway supply

# L'accord de libre-échange entre l'Iran et l'Eurasie entrera en vigueur dans 60 jours

L'AMBASSADE D'IRAN À MOSCOU A ANNONCÉ QUE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'IRAN ET L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIENNE (EAEU) ENTRERA EN VIGUEUR DANS 60 JOURS, À PARTIR DU 14 MARS 2025.



Selon le rapport, l'Ambassadeur iranien en Russie, Kazem Jalali, a officiellement confirmé l'approbation de l'accord lors d'une conversation téléphonique avec Andrei Slepnev, le ministre du commerce de l'EAEU. M. Jalali a aM. Jalali a annoncé la conclusion officielle des procédures juridiques relatives à l'accord de libre-échange entre l'Iran et les pays membres de l'EAEU, l'accord étant actuellement en cours d'examen par tous les pays signataires.

Les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant à la mise en œuvre prochaine de l'accord, estimant qu'il s'agit d'un facteur clé pour stimuler les échanges commerciaux dans la région.

L'Ambassade iranienne a également ajouté qu'aux termes de l'accord, l'accord de libre-échange entre l'Iran et les États membres de l'UEE sera applicable 60 jours après que tous les pays participants concernés auront achevé leurs procédures

juridiques. Signé en décembre 2023 à Saint-Petersbourg, l'accord exemptera 87 % des marchandises échangées entre l'Iran et les pays membres de l'UEE des droits de douane.

L'accord de libre-échange entre l'Iran et l'Union économique eurasiennne constitue une étape importante dans l'intégration économique de la région. L'UEE, qui comprend l'Arménie, le Belarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Russie, représente un bloc régional stratégique.

L'accord vise à améliorer le commerce bilatéral et à renforcer les liens économiques en réduisant les droits de douane et en assouplissant les barrières commerciales. Comme 87 % des marchandises échangées sont désormais exemptées de droits de douane, les entreprises iraniennes devraient bénéficier d'une réduction des coûts d'exportation, en particulier dans des secteurs tels que l'agriculture, les biens industriels et l'énergie. De même, les pays de l'EAEU bénéficieront d'un accès plus facile aux marchés iraniens, connus pour leur demande croissante dans divers secteurs, notamment les matériaux de construction, les biens de consommation et les ressources énergétiques. ■

Source : Tehran Times

LE 12 MARS 2025, LE PARLEMENT ÉGYPTIEN A APPROUVÉ UN ACCORD BILATÉRAL DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS AVEC L'ARABIE SAOUDITE, VISANT À STIMULER LES FLUX DE CAPITAUX, CRÉER DES EMPLOIS ET RENFORCER LES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE LES DEUX NATIONS.



# L'Égypte et l'Arabie saoudite signent un accord sur la protection des investissements

L'accord figure parmi une série d'accords économiques signés lors de la visite du prince héritier saoudien Mohammed bin Salman en octobre dans le pays nord-africain, qui a également mis en place le Conseil suprême de coordination saoudo-égyptien.

Le prince héritier et le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi ont tous deux assistés à la signature initiale, selon l'agence de presse du Parlement du pays.

Un rapport d'un comité de parlementaires égyptiens a décrit l'accord comme une étape clé vers

le renforcement de la coopération économique, l'encouragement des opportunités d'investissement et la promotion d'un développement durable entre les deux pays.

Il souligne également les efforts déployés pour faciliter le transfert de technologies, créer des emplois et développer les ressources humaines.

Les liens économiques entre les deux pays se sont considérablement renforcés ces dernières années. Le rapport du comité conjoint indique que la valeur des échanges commerciaux entre l'Égypte et l'Arabie saoudite a augmenté pour atteindre

6,5 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2024, contre 4,9 milliards de dollars au cours de la même période en 2023, soit une augmentation de 32,7 %, selon l'Agence centrale égyptienne pour la mobilisation publique et les statistiques.

L'accord soutient la Vision 2030 de l'Arabie saoudite - une stratégie de diversification économique visant à réduire la dépendance aux revenus pétroliers en augmentant les exportations non pétrolières et en renforçant les alliances commerciales régionales, y compris avec l'Égypte. ■

Source : Arab News



# AGENDA

- ▶ **LE CONGRES DE L'AIM 2025**  
07-09 avril 2025 - Abu Dhabi, EAU
- ▶ **42<sup>ème</sup> CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CIDT**  
09-10 avril 2025 - Casablanca, Maroc
- ▶ **FORMATION SUR LE RENFORCEMENT DES EFFORTS POUR FACILITER LE TRANSPORT DANS LES PAYS ENDOMMAGÉS MEMBRES DE L'OCI**  
29-30 avril 2025 - en ligne
- ▶ **COMMISSION ISLAMIQUE POUR LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET CULTURELLES**  
15-17 avril 2025 - Jeddah, Arabie Saoudite
- ▶ **5<sup>ème</sup> SALON DE LA SANTÉ DE L'OCI**  
15-19 avril 2025 - Dakar, Sénégal
- ▶ **COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES**  
20-23 avril 2025 - Jeddah, Arabie Saoudite
- ▶ **UN ATELIER SUR LE « DEVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE DE MARKETING PERTINENTE POUR LA DESTINATION SÉNÉGAL**  
06-07 mai 2025 – en ligne
- ▶ **51<sup>ème</sup> SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**  
20-21 juin 2025 - Istanbul, Turquie
- ▶ **ICDT INVEST DAYS - MORONI**  
26-29 août 2025 - Moroni, Comores
- ▶ **11<sup>ème</sup> EDITION DE L'EXPO HALAL**  
17-20 septembre 2025- Kuala Lumpur, Malaisie
- ▶ **SALON DU TOURISME DE L'OCI / AFRICA TOURISM EXPO**  
23-25 octobre 2025 - Kampala, Ouganda
- ▶ **42<sup>ème</sup> SESSION DU COMCEC**  
01-04 novembre 2025 - Istanbul, Turquie
- ▶ **SOMMET MONDIAL DU HALAL**  
26-29 novembre 2025 - Istanbul, Turquie
- ▶ **FORUM D'INVESTISSEMENT DE L'OCI EN AFRIQUE**  
2-4 décembre 2025 - Bamako, Mali
- ▶ **9<sup>ème</sup> ACMOI**  
10-11 décembre 2025 - Jeddah, Arabie Saoudite



منظمة التعاون الإسلامي

OIC-OCI

L'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) est la deuxième plus grande organisation intergouvernementale après les Nations unies avec 57 Etats membres éparpillés dans 4 continents. L'Organisation est le porte-voix du monde musulman dont elle assure la sauvegarde et la protection des intérêts dans l'esprit de promouvoir la paix internationale et l'harmonie entre les différents peuples du monde.

Le Sommet Islamique, le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et le Secrétariat Général constituent les principaux organes de l'OCI. L'Organisation compte également trois comités thématiques permanents qui sont le comité de la science et de la technologie, le comité de l'économie et du commerce, le comité de la communication et de la culture ainsi que le Comité Al-Qods. En outre, l'Organisation possède des institutions spécialisées opérant sous sa bannière, telles que la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO). Ces comités thématiques, organes subsidiaires et institutions affiliées de l'Organisation jouent un vital et complémentaire en travaillant dans divers domaines.

[www.oic-oci.org](http://www.oic-oci.org)